

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

Médias et
classes populaires

NE PAS NOU
SVP

Colloghian

LE FIGARO DE SERGE DASSAULT CÉLÈBRE LE RAFALE DE DASSAULT SERGE

L'Égypte signe le premier contrat Rafale

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Mis à jour le 17/02/2015 à 12:24

Rafale : six mois d'intenses négociations avec l'Égypte

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [lefigaro.fr](#) | Publié le 13/02/2015 à 13:00

Hollande confirme l'achat de 24 Rafale par l'Égypte

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [lefigaro.fr](#), [AFP](#) agence | Mis à jour le 13/02/2015 à 10:59



Vente de Rafale: C'est un jour historique pour Dassault, se félicite son PDG

Dassault remercie l'Égypte de sa "confiance"

[ECONOMIE](#) > [FLASH ECO](#) Par [Lefigaro.fr](#) avec [AFP](#) | Mis à jour le 12/02/2015 à 22:13

Contrat historique pour le Rafale en Égypte

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [Véronique Guillermard](#), [Service infographie du Figaro](#) | Mis à jour le 13/02/2015 à 12:25

Rafale: "un contrat de confiance" (Le Drian)

[ACTUALITE](#) > [FLASH ACTU](#) Par [Le Figaro.fr](#) avec [AFP](#) | Mis à jour le 13/02/2015 à 17:47

Au Caire, la France et l'Égypte signent le contrat du Rafale

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Mis à jour le 17/02/2015 à 08:13

Rafale : un avion de combat ultrapolyvalent par excellence

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Mis à jour le 13/02/2015 à 10:55



Rafale : la vente de 24 appareils à l'Égypte signée pour 5,2 milliards d'euros

Paris-Le Caire : les coulisses d'une négociation éclair pour le contrat Rafale

[ECONOMIE](#) > [CONJONCTURE](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Publié le 13/02/2015 à 18:34

François Hollande salue « le remarquable succès du Rafale »

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Mis à jour le 04/03/2015 à 21:26



Le PDG de Dassault Aviation confirme que Hollande mouille la chemise pour le Rafale



L'avion de combat Rafale en pleine action

De l'Afghanistan à l'Irak : le Rafale, un avion de combat qui a fait ses preuves

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [AFP](#) agence | Mis à jour le 12/02/2015 à 23:36



Vente de Rafale à l'Égypte: Nécessaire d'assurer la sécurité du Canal de Suez

Rafale: « Cette 1ère vente va faire boule de neige », dit le PDG

[ECONOMIE](#) > [FLASH ECO](#) Par [lefigaro.fr](#) | Mis à jour le 13/02/2015 à 11:49

Vente de Rafale : l'équilibre du budget de la Défense préservé

[ECONOMIE](#) > [CONJONCTURE](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Publié le 13/02/2015 à 20:05

Vente de Rafale à l'Égypte, un pays cerné de menaces régionales croissantes

[ECONOMIE](#) > [CONJONCTURE](#) Par [Alain Barluet](#) | Publié le 13/02/2015 à 19:41

Avec l'Égypte, le Rafale entame sa carrière à l'international

[ECONOMIE](#) > [CONJONCTURE](#) Par [Véronique Guillermard](#), [Service infographie du Figaro](#) | Mis à jour le 13/02/2015 à 20:17



Hollande s'installe dans un Rafale lors d'une visite aux ateliers Dassault à Mérignac



Nicolas Doze: Vente du Rafale: Réjouissons-nous de l'avoir réussi !

Après l'Égypte, un deuxième contrat pour le Rafale est possible en 2015

[ECONOMIE](#) > [ENTREPRISES](#) Par [Véronique Guillermard](#) | Mis à jour le 11/03/2015 à 18:12

SOMMAIRE

- 4. *Le Point* et les vaches à lait
- 7. Arte, Quatremer et la Grèce
- 10. Une fable de Philippe Val
- 11. L'information selon Yahoo
- 13. *Le Parisien* et le journalisme paranormal
- 16. L'édition en SHS (suite)

DOSSIER

Médias et classes populaires

- 19. Introduction
- 21. « Banlieues » et transformations du journalisme
- 24. Classes mobilisées, classes méprisées
- 27. Quels médias pour les classes populaires
- 30. Un média populaire est-il possible ? (Retour sur Radio Lorraine Cœur d'acier)

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Ont collaboré à ce numéro

Caroline Brun, Martin Coutellier, Laurent Dauré, Vincent Goulet, Frédéric Lemaire, Blaise Magnin, Henri Maler, Ugo Palheta, Jean Pérès, Olivier Poche, Thibault Roques, Cyrille Rivallan, Julien Salingue, Julie Sedel

Nos excuses à Frantz Durupt, oublié dans l'ours du n° 14

Illustrations

Colloghan, Mabic, Tommy

Secrétaires de rédaction

Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par

Espace Imprim
46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire: 1213 G 91177

ISSN: 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Au moment où nous écrivons, les salariés de Radio France sont en grève depuis dix jours contre la gestion calamiteuse et indécente du PDG, Mathieu Gallet. Dans le même temps, les manœuvres autour de la nomination du futur PDG de France Télévisions et les marchandages autour des objectifs et des moyens vont bon train.

Toujours plus, mais avec toujours moins: telle est la politique lamentable que le gouvernement et sa majorité entendent imposer au secteur public de l'audiovisuel. Toujours plus: multiplier, diversifier, renforcer ses missions (en confiant leur définition à de prétendus experts sans aucune consultation démocratique des salariés et des publics). Avec toujours moins: réduire, réduire encore, réduire toujours le financement du secteur public (en le privant du même coup des moyens de remplir les missions qu'on lui assigne).

L'avenir de Radio France est sombre, non seulement les « petites » radios (Fip, le Mouv') sont condamnées à vivoter ou à disparaître, mais un plan social est en vue alors que la précarité est, si l'on peut dire, en pleine forme.

Humour macabre (1): remis en février 2015, le « Rapport du groupe de travail interministériel sur l'avenir de France Télévisions » destiné à fixer les objectifs du groupe à l'horizon 2020 s'intitule... « Le chemin de l'ambition ». Le budget, lui, pourrait s'intituler « l'autoroute de l'austérité ».

Humour macabre (2): au mois de février, une mission d'information de l'Assemblée nationale sur le financement public de l'audiovisuel était créée, sous la présidence... d'Éric Woerth.

L'asphyxie est en bonne voie. Alors que l'arrivée de la Télévision numérique terrestre (TNT) a été l'occasion de multiplier les canaux et de faire des cadeaux aux groupes privés, France Télévisions a été interdit de tout projet nouveau (sports, enfants, régions, rediffusions...). Pis: la vocation de France 3, si ce n'est encore son existence, est compromise.

Secteur public n'est pas synonyme de service public. Mais aucun service public de l'information et de la culture ne peut exister quand, soumis à la concurrence des chaînes privées, le secteur public ne dispose ni des moyens financiers ni du périmètre qui lui permettraient de garantir le pluralisme des opinions, la diversité des informations, la variété des goûts et des cultures. Secteur public n'est pas synonyme de service public, surtout si ce dernier ne repose pas également sur les médias associatifs qui, de toute évidence, ne bénéficient pas de la bienveillance gouvernementale.

Dès lors, on ne s'étonnera guère que, dans l'audiovisuel comme ailleurs, les publics des classes populaires ne soient considérés que comme des clients. On verra dans ce numéro le sort qui leur est réservé.

LES « VACHES À LAIT », OU LES VACHES MAIGRES DU JOURNALISME

Le Point entreprend, dans son numéro du 6 novembre dernier, de défendre les « vaches à lait ». Comprendre: « ceux qui paient toujours pour les autres ». À l'intérieur du magazine, 12 pages constituent un « dossier » maigrelet qui se fixe pour objectif, éléments chiffrés et « études de cas » à l'appui, de démontrer que « notre État providence est déboussolé » et que « la surcharge fiscale qui pèse sur certaines catégories crée rancœur et incompréhension ». Une croisade contre les injustices fiscales? Non. Un « dossier » caricatural qui présente comme une « enquête » un tract grossier de défense des « classes moyennes », comme ils disent, sans qu'on sache très précisément où se situe la moyenne.

QUI SONT DONC les « vaches à lait »? La « Une » du magazine nous met sur la piste. Nous épargnerons à nos lecteurs une analyse exhaustive dudit « dossier », ainsi qu'une critique « politique » de son orientation. Après tout, la liberté d'opinion est un droit fondamental et *Le Point* a toute latitude pour développer un discours thatchérien... Mais les excès, les caricatures et les oublis qui jalonnent « l'enquête » du *Point* méritent que l'on s'y attarde : une présentation à ce point partielle des faits et une interprétation tellement partielle qu'elle tourne le dos aux principes du journalisme le plus élémentaire.

DES « CLASSES MOYENNES SUPÉRIEURES »... TRÈS SUPÉRIEURES

La thèse du « dossier » est la suivante: « Les classes moyennes supérieures, les cadres, les commerçants, les professions libérales, certaines catégories de fonctionnaires sont au bord de la crise de nerfs. Chaque citoyen a évidemment conscience qu'il doit s'acquitter de sa part de l'effort national. Mais certains ont parfois la désagréable sensation de payer pour tout et pour tout le monde. » Et *Le Point* de s'alarmer: « Les perceptions sont prises d'assaut – parfois violemment – par des contribuables hystériques. »

Tremble, peuple de France, la révolte gronde... Quels sont les faits? Après vérification, nous n'avons pas réussi à trouver d'articles de presse faisant état d'émeutes fomentées, devant les centres d'impôts, par les « classes moyennes supérieures ». Mais peut-être *Le Point* a-t-il des informations à nous communiquer à ce sujet.

Qui sont les « classes moyennes supérieures » dont *Le Point* se fait le champion? C'est le moins que l'on puisse demander,



or l'hebdomadaire ne nous offre à aucun moment de définition précise de cette catégorie floue. On devra donc se contenter des deux « cas pratiques » proposés par le magazine, qui donnent une idée d'où se situent, selon *Le Point*, les « classes moyennes supérieures ».

Premier cas: « Jean-Pierre, cadre dans un grand groupe informatique, gagne 5000 euros net par mois. Nathalie travaille, elle, dans la distribution. Elle perçoit 3000 euros net de salaire mensuel, plus 500 euros pour ses heures supplémentaires ». Soit, au total, 8500 euros net de revenus mensuels pour ce couple

(fictif). Vous avez dit « classes moyennes supérieures »? Les chiffres invoqués ne parlent pas d'eux-mêmes: le moindre des journalismes consisterait à les comparer à d'autres. Or si l'on compare ces chiffres au salaire médian (celui au-dessous duquel la moitié des salariés se situent), estimé selon le Ministère du Travail à 1712 euros, on constatera que « Jean-Pierre » gagne environ trois fois plus que la moitié des salariés (deux fois plus pour « Nathalie »). Plus précisément encore: avec ses 5000 euros mensuels, « Jean-Pierre » fait en réalité partie, selon l'Observatoire des inégalités, des 4 % de salariés les mieux payés en France. En d'autres termes, 96 % des salariés gagnent moins que lui. « Nathalie » est moins bien lotie, puisque seulement 90 % des salariés gagnent moins qu'elle. Au total, et ce en ne tenant compte que des salaires, le couple fictif du *Point* gagne davantage qu'au moins 95 % des ménages en France. Les « classes moyennes supérieures » sont donc... très supérieures.

Le deuxième « cas pratique » du *Point* confirme cette définition particulière: « Âgé de 70 ans, Paul perçoit une pension mensuelle de 4000 euros (3636 de retraite + 363 euros de bonus pour avoir élevé trois enfants) ». 4000 euros de retraite

par mois? Diantre... Selon les indicateurs utilisés précédemment, « Paul » gagne en réalité davantage qu'au moins... 95 % des retraités (et 93 % des salariés).

Il ne s'agit pas d'affirmer ici que « Jean-Pierre et Nathalie » ou « Paul » n'ont pas subi de hausses d'impôts, ou qu'ils seraient immensément riches. Leurs revenus sont en effet incomparables avec ceux, par exemple, des patrons du CAC 40. Il s'agit toutefois de constater que la définition des « classes moyennes supérieures » (parfois qualifiées, avec un peu moins d'imprécision, de « ménages aisés ») est pour le moins... surprenante, et surtout très restrictive. Qui plus est, force est de remarquer que la longue liste qui s'étale en « Une » du *Point* (« salariés du privé, cadres, entrepreneurs, artisans, professions libérales, familles... ») est trompeuse, pour ne pas dire mensongère: heureux seraient en effet les « salariés du privé », les « artisans » et autres « familles » qui bénéficieraient des mêmes revenus que « Jean-Pierre et Nathalie » ou de la même pension de retraite que « Paul »...

LES PAUVRES, CES PRIVILÉGIÉS

On ne peut manquer de relever des attaques à peine dissimulées contre les plus modestes, qu'il s'agisse des salariés, des chômeurs, ou même des retraités (à l'exception de « Paul » qui, avec ses 4000 euros de pension, a probablement mérité qu'on le laisse tranquille). Les rédacteurs du dossier ont en effet une fâcheuse tendance à opposer les « vaches à lait » à d'autres catégories de la population, en l'occurrence les plus démunis. C'est ainsi que dès la première page de l'enquête, on apprend ce qui suit: « certains ont parfois la désagréable impression de payer pour tout et pour tout le monde. Phénomène renforcé par le fait que, lorsqu'on ne paie pas d'impôts sur le revenu – le gouvernement entend d'ailleurs faire sortir encore plusieurs millions de foyers fiscaux de l'IR en 2015 –, on tombe dans une sorte de cercle vertueux, en bénéficiant par exemple d'une taxe d'habitation allégée ».

Ne nous y trompons pas: les journalistes du *Point* ont parfaitement le droit de

penser – si l'on peut encore là parler de pensée – que les plus pauvres bénéficient de privilèges abusifs. Mais puisqu'ils se prétendent journalistes, ils pourraient livrer quelques chiffres au lieu de psalmodier: « Heureux les miséreux, soyez les bienvenus dans le “cercle vertueux” de la pauvreté! » Ces petits veinards de pauvres ont même des privilèges dont ils n'ont probablement pas conscience. Voyez plutôt: « Les bénéficiaires de certaines allocations sous condition de ressources [...] sont eux-mêmes exemptés de taxe d'habitation tout en bénéficiant, localement, de la gratuité de certains services ». Le *Point* découvre la Lune, avec quelques décennies de retard: les plus pauvres bénéficient de la solidarité nationale. Scandale! Le *Point* ne comprend d'ailleurs pas ce que sont les principes de redistribution des richesses, en évoquant un pseudo-« cercle vertueux »: ce n'est pas parce que l'on ne paie pas d'impôts sur le revenu que l'on peut voir sa taxe d'habitation allégée; c'est parce que l'on a des revenus très modestes que l'on ne paie pas d'impôt sur le revenu et que l'on peut voir sa taxe d'habitation allégée... C'est un fait sur lequel même le journaliste du *Point* (forcément amoureux des faits, puisqu'il se prétend journaliste) pourrait s'informer et informer ses lecteurs.

Mais ce n'est pas tout. Les « vaches à lait » sont en effet victimes d'autres injustices, dont les plus pauvres n'ont pas à souffrir: ainsi en va-t-il du *yield management*, cette pratique, notamment en vogue dans les transports aériens, mais aussi « le ferroviaire, l'hôtellerie, les stations de ski », qui consiste à faire payer moins ceux qui réservent le plus tôt, et plus ceux qui réservent le plus tard. Le *Point* dénonce ce procédé car, selon l'hebdomadaire, il « frappe presque toujours les mêmes victimes ». À savoir: « l'actif âgé de 30 à 50 ans ». Doit-on dès lors comprendre que les inactifs, les jeunes et les retraités sont bénéficiaires d'un *yield management* financé par des ponctions toujours plus fortes sur les « vaches à lait »? Oui. La preuve par Le *Point*: « Acheter un billet d'avion pas cher, c'est simplissime: il suffit de s'y prendre 53 jours à l'avance et de voyager un mardi. [...] Mais, tous

ceux qui voyagent le savent, on ne peut quasiment jamais réserver 53 jours à l'avance en partant un mardi, sauf à être retraité, étudiant ou chômeur – tous ces profils qui profitent à plein du *yield management*. » Diantre.

On serait tenté de rire s'il ne s'agissait pas, une fois de plus, d'une ridicule et lamentable attaque contre certaines catégories de la population. Un journaliste du *Point* est censé, en vertu même de sa fonction, combattre les préjugés quand ils ne reposent sur aucun fait. Or que laisse entendre le pseudo-enquêteur du magazine? Que les étudiants peuvent partir en vacances n'importe quand. Qu'ils ne suivent pas de cours, ne se rendent pas à des examens et ne travaillent pas, pour la moitié d'entre eux, pour financer leurs études. Et encore: que les chômeurs sont également libres de toute contrainte, qu'ils n'ont pas à rechercher un emploi et à en faire la preuve, pas de rendez-vous à Pôle Emploi, etc. Et surtout que les avions, les hôtels et les stations de skis sont envahis de chômeurs, de retraités et d'étudiants! L'hebdomadaire pense-t-il sérieusement que les chômeurs ont les moyens de s'offrir régulièrement des billets d'avion ou que les étudiants partent chaque année aux sports d'hiver?

Et le reste du « dossier » est à l'avenant. On apprend ainsi, entre autres, que « les retraités siphonnent les familles », que « l'État providence creuse les inégalités », qu'il est « inscrit dans les gènes de la France qu'elle protège certaines populations plus que d'autres » mais aussi que la récente modulation des allocations familiales est le résultat d'un « coup d'État ». Rien que ça... Et ce n'est pas l'interview « contrepoint » généreusement accordée à l'économiste Camille Landais, qualifié de « pikettyste » par l'hebdomadaire, qui permet de renverser la tendance...

Existe-t-il des injustices fiscales en France? Oui. Certains salariés ou ménages à revenus modestes ou moyens en sont-ils victimes? Certainement. Mais tel n'est pas, en réalité, l'objet du dossier du *Point*. Car si tel était le cas, on ne comprend pas pourquoi l'hebdomadaire, dans sa croisade contre la fiscalité injuste,

ne dit pas un mot sur les plus riches : qu'il s'agisse des particuliers ou des entreprises, qui contournent allègrement l'impôt grâce à de multiples niches fiscales représentant un manque à gagner annuel de plus de 80 milliards d'euros. On ne comprend pas non plus pourquoi la fraude fiscale (entre 60 et 80 milliards d'euros par an) n'est pas dans le viseur de nos « enquêteurs », pas plus que la fraude aux cotisations

sociales (20 milliards d'euros par an). Et on ne comprend pas, enfin, pourquoi *Le Point* ne s'en prend pas à cette véritable gabegie qu'est le système des aides publiques à la presse, dont le coût est exorbitant, l'inefficacité patente et la répartition injuste, puisque les principaux bénéficiaires en sont exclusivement les plus gros titres, parmi lesquels... *Le Point* (4,6 millions d'euros reçus en 2013).

À moins que l'objectif du *Point* soit, sous couvert d'enquête et de lutte contre les injustices, de jeter l'opprobre sur les plus pauvres et de flatter les plus riches, notamment ceux de son lectorat. On ne peut le croire. Pas de la part d'un hebdomadaire qui publie dans le même numéro, en dernière page, une publicité pour un modèle de montre Louis Vuitton, dont le prix représente la modique somme de... 50 000 euros.

Une vraie-fausse « enquête » sur les « vrais rentiers »

La « Une » du *Point* daté du jeudi 11 septembre 2014, « *Qui sont les vrais rentiers ?* », est une imitation réussie de bien des « Unes » précédentes sur « le scandale des "assistés" ». Cette devanture incite à entrer dans la boutique et à parcourir les rayons d'un dossier de 15 pages. Que trouve-t-on dans les étalages ?

1. En tête de gondole, une présentation de la prétendue enquête qui promet de faire la part des vérités et des clichés. La rhétorique de camelot de cette présentation permet de planquer les réponses dans les questions. Un exemple. Qu'est-ce qu'une rente ? Réponse élastique : « *Même la structure du marché du travail français peut entrer dans la définition. En effet, le graal du CDI – à opposer à la critique des contrats intérimaires et CDD – ne constitue-t-il pas une forme de rente ?* » On se le demande et on vous le suggère. L'essentiel de cette présentation est de cet acabit : un éloge de la concurrence sans frein.

2. L'enquête peut commencer. Comment ? Par une investigation... dans la tête de Jean-Marc Daniel, auteur de *L'État de connivence. En finir avec les rentes* (Odile Jacob, 2014), livre dont la « Une » nous assure qu'il est « iconoclaste ». Cinq pages (soit un tiers du « dossier »...) où l'on apprend que le capitalisme est inachevé tant que l'État s'en mêle, que tous ceux qui exercent des métiers réglementés par l'État sont des rentiers, qu'il faut privatiser la Sécurité sociale, que plus une société est inégalitaire, mieux elle se porte, etc. Qu'on n'aille pas croire que les « enquêteurs » du *Point* souscrivent à ce libéralisme intégral. Ils demandent même à l'auteur s'il pense vraiment ce qu'il pense.

3. L'enquête peut alors s'intensifier. Un titre : « *Professions réglementées : le débat explosif* ». Sur cinq pages, *Le Point* vous offre une investigation... dans les pages d'un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF), dont l'hebdomadaire commente quelques fragments. Commentaires mis à part, les informations... de l'IGF ne manquent pas d'intérêt. Mais à la question qu'il soulève lui-même – peut-on parler de « rentiers » ? – *Le Point* ne répond pas. Pour ménager une partie de son lectorat ? Toujours est-il qu'en contrepoint, des encadrés donnent généreusement la parole aux représentants des professions libérales, des notaires, des auto-écoles et des pharmaciens. Des professions « libérales » ou « réglementées » ? La « Une » hésitait. Disons « libérales » et « réglementées ». « *Les professions libérales contre-attaquent* » annonçait la « Une ». Grâce au *Point*, c'est fait !

4. L'enquête culmine avec l'habituelle philippique contre les fonctionnaires, auquel le titre ne concède rien : « *Fonctionnaire, statut de fer* ». Deux pages suffisent à régler leur compte. Déjà, en février 2014, le même magazine publiait, sous le titre provocateur « *Combien coûte vraiment un poste de fonctionnaire ?* », un article accumulant amalgames, idées reçues et conclusions erronées. En mars 2014, il récidivait à propos des fonctionnaires de l'administration territoriale. Cette fois encore, tout y passe : l'emploi à vie, l'avancement à l'ancienneté, le jour de carence, etc. En revanche, pas d'encadré sous-traité aux syndicats de fonctionnaires, ces pelés, ces galeux. Mais un éloge de l'apôtre du libéralisme intégral : Agnès Verdier-Molinier.

5. Somme toute, les seuls rentiers indiscutables seraient les fonctionnaires. Mais, mais... l'équivalent d'une page, enfin, est concédé à Gérard Filoche, membre du bureau national du PS qui, nous assure-t-on, est un « décalé » qui « *flingue tous azimuts* ». « *Les vrais rentiers*, dit-il (et c'est le titre de l'entretien), *ce sont les banques* ». Une page sur quinze : une simple décoration de « l'enquête ».



SUR ARTE, JEAN QUATREMER PSYCHANALYSE LA GRÈCE

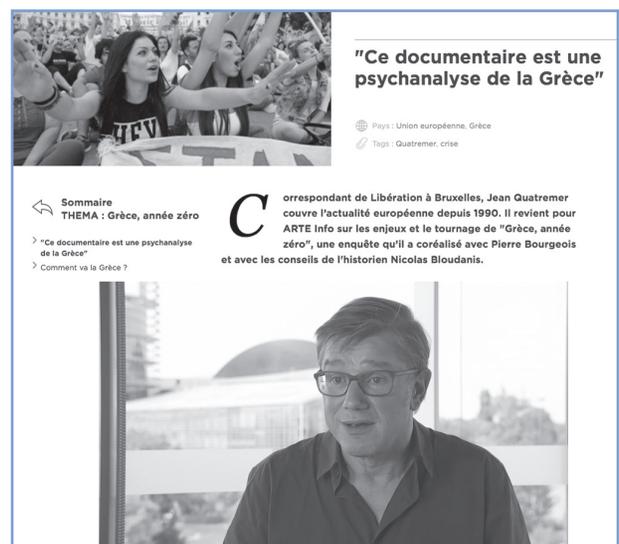
Mardi 20 janvier 2015, Arte rediffusait le documentaire coréalisé par Jean Quatremer, « Grèce, année zéro ». S'agissait-il, à l'approche des élections législatives en Grèce, de fournir aux téléspectateurs français l'occasion d'approfondir les enjeux autour de la situation critique du pays et des élections du 24 janvier ? Difficile de l'imaginer, avec ce film de 52 minutes qui enfle les clichés sur la Grèce et la nécessité de « la réforme », en se concentrant presque exclusivement sur la fraude et la corruption. De ces maux bien réels, le documentaire propose une explication culturelle ou historique (ou encore une « psychanalyse », selon les mots de Quatremer lui-même), au détriment d'une mise en perspective économique et politique de la crise et des « remèdes » possibles.

UNE QUESTION SE POSE d'emblée: pourquoi confier à Jean Quatremer la réalisation d'un documentaire sur la crise grecque? On gage que les producteurs d'Arte ont été séduits par l'acuité de son expertise sur la Grèce, qui laisse apparaître certaines de ses qualités: son européisme convaincu, sa répulsion pour les extrêmes-qui-se-touchent, ou encore sa grande connaissance du pays, où il passe régulièrement ses vacances [1].

C'est peut-être à l'occasion d'un séjour dans les Cyclades que le correspondant de *Libération* a rencontré l'historien gréco-suisse Nicolas Bloudanis, originaire de l'île de Patmos, qui joue dès le commencement du documentaire le rôle de « guide » dans la Grèce en crise. Un choix qui n'a rien d'anodin; interviewé en 2011 par Quatremer dans les colonnes de *Libération*, l'historien donnait un avis tranché sur la situation en Grèce: il en appelait alors à « *privatiser les entreprises publiques* » et « *réduire drastiquement la taille de la fonction publique* ».

Au-delà de ces recommandations originales, Nicolas Bloudanis partage avec Jean Quatremer une vision « culturelle » de la crise grecque, selon laquelle les problèmes des Grecs – réduits pratiquement à la fraude fiscale et à la corruption – trouvent leur explication dans une certaine « mentalité ». On reviendra sur cette question centrale dans le documentaire; plus importante même que celle posée dans le sous-titre de l'émission – et qui annonce néanmoins la couleur: « *Comment l'amer remède imposé par l'Europe à la crise de la dette apporte aussi à la Grèce une chance inédite de construire un État de droit.* » Une version grecque de « Vive la crise », en quelque sorte [2]...

D'une manière générale, le documentaire est fidèle à l'œuvre du correspondant à Bruxelles de *Libération*, dont la critique acerbe des vicissitudes grecques n'a d'égal que la



bienveillance, voire la révérence à l'égard des institutions européennes. Il est difficile de résumer le propos d'un film qui, sur le mode des « choses vues et entendues » et du commentaire ponctuel, s'abstient de tout discours construit et argumenté; mais à bien écouter, on y reconnaît une petite musique que l'on pourrait décomposer en quatre motifs principaux.

DES REFRAINS FAMILIERS

L'austérité est un mal nécessaire. « *Le pays doit profondément changer, il n'a pas le choix* »: le ton est donné dès l'ouverture du documentaire, qui évoque rapidement les mesures de rigueur, inéluctables: « *À partir de la faillite, le gouvernement n'avait qu'une seule possibilité: prendre l'argent là où il était [...] c'est-à-dire chez les fonctionnaires, chez les retraités, il*

pouvait leur retirer une partie de leur revenu, ce qui a provoqué énormément de mécontentement », explique Bloudanis, pragmatique [3]. La seule possibilité, vraiment ?

Le narrateur reconnaît en tout cas une « situation terriblement angoissante pour le peuple grec, qui frôle la dépression collective. » Mais il se reprend, philosophe : « Le prix à payer pour vivre dans une société libérale peut parfois paraître très élevé. » Un doux euphémisme qui prêterait à sourire, si la situation en Grèce n'était pas si tragique. La pauvreté a doublé entre 2010 et 2012 et le chômage a triplé depuis les débuts de la crise, et cela n'a rien d'une impression. Et si c'est le « prix à payer pour vivre dans une société libérale », que faut-il en conclure ? L'austérité ou le goulag ?

Les Grecs fraudeurs l'ont tout de même bien mérité. Le documentaire se poursuit en évoquant la question de la fraude fiscale et de la corruption en Grèce. Bien sûr ces deux phénomènes existent, mais ils sont loin de constituer les seules causes de la crise grecque. Or non seulement le documentaire se focalise sur la corruption et la fraude, mais il tend à les généraliser à l'ensemble de la population grecque, évoquant par exemple « la fraude fiscale » comme une pratique uniforme – un « sport national ». La voix-off rappelle par ailleurs que « si chaque citoyen avait payé son dû, [la Grèce] n'aurait tout simplement pas eu besoin d'emprunter ».

Le choix des interlocuteurs, remarquablement monocorde, pose lui aussi question. Qu'il s'agisse du ministre conservateur « chargé de réformer la pléthorique administration grecque », du secrétaire général pour les recettes fiscales, du représentant de la Commission en Grèce, d'un ancien ministre des finances du PASOK, ou encore d'un représentant de la Troïka, tous s'accordent sur la nécessité des « réformes ». Et qui de mieux pour évoquer la corruption et les changements nécessaires que d'authentiques membres du sérail, comme l'ancien ministre des Finances Giorgios Papakonstantinou ? Ou Kyriakos Mitsotakis, issu des grandes familles grecques qui se partagent le pouvoir



en Grèce depuis des décennies ? Ou encore Evangelos Venizelos, qui a fait partie, depuis 1993, de presque tous les gouvernements ?

Seules exceptions : Giorgos Stathakis, député de Syriza et Tryphon Alexiadis, vice-président du syndicat des agents du fisc, « proche de la gauche radicale », dont les interventions sont souvent en décalage vis-à-vis des autres témoignages – notamment parce qu'elles émettent un point de vue critique sur « les réformes » ou soulignent l'importance de distinguer les classes possédantes du reste de la population, en matière d'évasion fiscale notamment. Mais le commentaire fait la sourde oreille, ne relève pas ces désaccords et retourne à sa marotte : la fraude expliquée par l'histoire et la culture grecques.

Le populisme, c'est mal. Non seulement les voix discordantes qui s'expriment dans le documentaire de Quatremer sont rares... mais elles sont d'emblée mises dans le même sac : le populisme. La voix-off pose le décor : « La réforme de l'État, tout le monde s'accorde à la trouver nécessaire dans un système qui a fait faillite. Mais elle n'en est pas moins douloureuse [...]. Alors, comme partout dans le monde, la tentation du populisme, de droite ou de gauche, est grande. »

Le premier est représenté par Kostas Moneos, un chauffeur de taxi qui annonce qu'il votera Aube Dorée, par révolte face à la paupérisation généralisée et parce qu'il ne croit plus

dans les partis politiques traditionnels. Le second, par le député Giorgos Stathakis de Syriza, formation dont on apprend, en guise de présentation, qu'elle « a longtemps promis que tout pourrait redevenir comme avant », mais que son « discours se nuance » à l'approche des élections. S'ensuit une courte intervention de Stathakis sur la nécessité de lutter contre la fraude fiscale des plus riches.

Ainsi, résume le narrateur, « face au rejet de la classe politique, les Grecs préfèrent voter soit pour Syriza, parti de gauche radicale, soit pour Aube Dorée, un parti néo-nazi. » Heureusement, « un tout nouveau parti créé par un ancien journaliste, Stavros Theodorakis, tente d'éviter cette course dans les extrêmes. » Il s'agit de To Potami, parti pro-européen dont le programme se résume... à « poursuivre les réformes, mais avec des hommes nouveaux qui n'ont jamais été impliqués dans les affaires ». Original.

Heureusement, il y a l'Europe. Car le véritable rempart face aux « extrêmes », c'est bien l'Europe. Même si son action n'est pas toujours bien perçue. Le représentant de la Commission en Grèce Pavos Karvounis se désole : « On dit que c'est l'Union européenne qui a mis la Grèce à genoux. » Certes, il y a des « sacrifices » ; mais ce n'est pas l'Union européenne qu'il faut blâmer : « La leçon à tirer, c'est que les Grecs se sont plantés. » Et de poursuivre : « Il faudrait médiatiser une image positive de l'Europe, car elle seule a été aux côtés de la Grèce pour l'aider. »

À ses côtés, certes... Mais pour l'aider, vraiment? Cela au moins pourrait faire débat – mais pas dans le documentaire de Jean Quatremer!

Car la suggestion de Pavos Karvounis, « médiatiser une image positive de l'Europe », n'est manifestement pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Et l'on chercherait en vain dans le commentaire en voix-off la moindre évaluation critique des « réformes » imposées par l'Europe en Grèce. Pour notre part, nous n'avons relevé qu'une phrase critique à l'égard des institutions européennes. C'est à la 42^e minute: « *Un pays n'est pas une entreprise et la Troïka [4] semble l'avoir oublié.* » À l'inverse des religieux et des armateurs qui, eux, « *l'ont parfaitement compris* » et savent en jouer à leur avantage. Trop naïve, la Troïka?

UNE CRISE « CULTURELLE »

« Grèce, année zéro » développe une petite musique, donc, plutôt qu'un discours construit. Les points de vue exprimés, qui reprennent presque exclusivement le discours officiel sur la situation grecque, sont rarement assumés par le narrateur. Le seul problème que le documentaire accepte de prendre de front, au point de constituer une sorte de fil rouge, est celui des origines culturelles de la fraude et de la corruption.

Dans l'interview précédant le documentaire, le correspondant à Bruxelles de *Libération* s'en explique d'ailleurs très clairement: « *Je voulais montrer aussi que si la Grèce a dérapé, c'est parce qu'il y a des raisons qui sont liées à l'État grec lui-même, à l'histoire grecque, à la culture grecque. Ça ne veut pas dire que les Grecs sont des voleurs [...]* ». Disons que c'est une façon moins brutale et pseudo-savante de le dire. Et disons surtout que faire un documentaire pour l'expliquer contribue à présenter « les Grecs » dans leur ensemble et sans distinction comme responsables de la crise, tout en dédouanant les autres acteurs.

Cette vision culturaliste n'est pas nouvelle chez Quatremer qui applaudissait déjà en 2012 les propos douteux du philosophe Stelios Ramfos: « *Les Grecs ne sont pas du tout rationnels. Ils ne*

raisonnent pas comme les Européens de l'Ouest. [...] Notre structure mentale est restée d'une certaine manière atrophiée, focalisée sur les problèmes du moment. [5] » Dans « Grèce, année zéro », Nicolas Bloudanis lui emboîte le pas: « *Le Grec moderne réfléchit exactement comme réfléchissait celui du XIX^e siècle, dans le sens où il attend de l'État qu'il assure son avenir [...] et c'est ce qui explique son désarroi total face à la crise et aux réformes que cette crise oblige l'État grec à faire.* » Bien simplet qui croyait que le désarroi des Grecs était avant tout la conséquence de l'effondrement de l'économie, des salaires, de la protection sociale et des services publics... puisqu'il s'agit, au fond, d'une question de mentalité!

L'histoire permet en tout cas de prendre de la hauteur. Le commentaire nous rappelle que « *dans l'Antiquité, la Grèce était constituée de cités-États, tour à tour sous le joug de différentes occupations étrangères* », et Nicolas Bloudanis remet doctement en perspective la crise actuelle: « *La faillite d'aujourd'hui est donc la troisième que connaît la Grèce dans son histoire. La première a eu lieu en 1893; la deuxième a eu lieu en 1932, mais on ne peut pas la considérer comme traditionnelle parce qu'elle faisait partie alors de la crise mondiale; et aujourd'hui à partir de 2009, c'est une troisième faillite, qui est tout à fait classique à la Grèce.* » Résumons: une tradition nationale de la faillite, fondée sur deux exemples, les crises de 1893 et de 2009. À condition bien sûr de considérer, comme notre expert, que ces crises n'ont absolument rien à voir avec de quelconques crises mondiales [6]...

« *Extrémisme, fraude et corruption ne sont pourtant pas inscrits dans l'ADN grec* », nous rassure le commentaire, « *mais trouvent leur origine dans l'histoire tourmentée de ce pays* ». Ce que confirme Margaritis Schinas, directeur résidant chargé de la liaison avec la Troïka, qui évoque quant à lui non pas l'ADN grec, mais – nuance! – « *des pathologies décennales, voire séculaires* » que la crise oblige à dépasser: « *Historiquement, il existe une mentalité dans la Grèce moderne qui est un résidu de la période ottomane: pour les Grecs, l'État, ce n'est pas nous [...]* Ce n'est donc pas

grave si on le vole un peu. » Et à la fin du documentaire, le vice-Premier ministre grec, Evangelos Venizelos, conclura ainsi: « *Il faut poursuivre cet effort. Nous avons déjà atteint de nombreux objectifs [...]* Mais, nous devons faire face aux mentalités corporatistes, au populisme, à la théorie de la facilité. » Encore et toujours, la « mentalité »...

La vision de la crise grecque comme crise culturelle fonctionne comme une puissante justification du « calvaire » subi par les Grecs et de l'intervention des institutions européennes: il s'agirait en fait de l'ajustement douloureux mais nécessaire d'une société minée par la fraude et la corruption, inscrites dans la culture et l'histoire grecques. Quatremer se défend d'avoir une vision raciste, en précisant que ces maux ne sont pas « dans l'ADN des Grecs » (ce que personne de sensé ne pourrait soutenir). Mais il développe néanmoins une vision culturaliste qui, sous ses atours scientifiques, demeure très ambiguë [7]. Et permet de renvoyer la crise grecque... à un mal grec.

[1] Lire « Notes de voyage d'un touriste en Grèce » sur son blog.

[2] « Vive la crise » est une émission lancée en 1984 sur Antenne 2. Son objectif affiché était de convaincre les téléspectateurs que la crise était une « opportunité » pour une révolution libérale de la société française.

[3] Idée reprise et développée – de quelle savoureuse manière! – à la fin du documentaire, par Pavos Karvounis, représentant de la Commission en Grèce: « *Au début de la crise, l'État grec n'a pris de l'argent qu'à ceux qui semblaient en avoir: les retraités et les salariés. Il n'en a pas collecté auprès des médecins, des avocats, des très riches. Cela a été fait seulement dans un second temps, lorsque nous avons compris que ça n'allait plus, que la classe moyenne s'est retrouvée totalement démunie.* »

[4] La Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, qui supervisent la mise en œuvre des plans de rigueur.

[5] Toujours sur son blog: « La crise grecque est culturelle ».

[6] Pour la crise de 2009, difficile de ne pas faire le lien entre la crise grecque et la crise financière mondiale. Quant à celle de 1893, voir la page Wikipédia qui lui est consacrée.

[7] À ce sujet, lire « Culture et culturalisme » sur le site LMSI.

VAL, ACRIMED ET LA « FABRIQUE DE COMLOTISME » (FABLE)

Ayatollah en charge de l'épuration du journalisme, des médias et de la critique des médias, Philippe Val, patron licencieur (de Siné, Porte et Guillon) et chasseur de têtes, n'est jamais en panne d'inspiration: la liste est longue de ses mensonges et calomnies d'une insondable bêtise. Et elle vient de s'allonger...

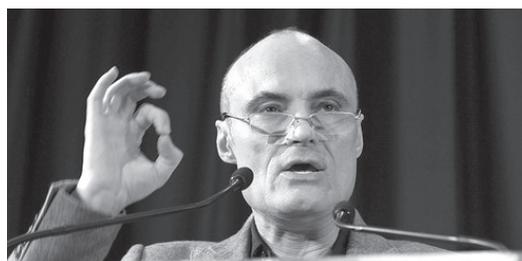
IL Y A PEU, parmi les facteurs qui expliqueraient selon lui « la crise que traverse le journalisme », Philippe Val avait découvert celui-ci, sans doute le principal: « On peut relever l'intérêt des jeunes journalistes pour l'idéologie de Bourdieu selon laquelle les dominants ont toujours tort et les dominés toujours raison. » Pierre Bourdieu, est-il besoin de le préciser, n'a jamais soutenu, ni même sous-entendu, une pareille imbécillité! Et c'est en bonne compagnie, dans le *Causeur* du mois de février, que Philippe Val a trouvé une façon originale de présenter, toujours en le dénigrant, le rôle qu'a pu jouer la critique radicale des médias, et en particulier Acrimed. Élisabeth Lévy y déclare, non sans déploration sous-entendue, « [que] la dénonciation de "l'islamophobie" bat son plein »: une occasion pour Philippe Val d'affirmer avec un sens subtil de l'à-propos:

« (...) L'information est de plus en plus idéologique en France. Vers 1995, on a vu arriver des petites boutiques comme ACRIMED, assez marginales et très virulentes, qui se sont lancées dans la critique des "médias dominants". Après tout, pourquoi pas, c'était marrant de dévoiler des collusions. L'ennui, c'est que c'est très vite devenu une fabrique de complotisme. Les gens qui sont sortis de là sont devenus profs et formateurs de journalistes, et vingt ans plus tard, on se retrouve avec une génération de journalistes assez massivement convaincue qu'il faut dire certaines choses et pas d'autres, qu'il y a une vision du "Bien" par rapport à laquelle on doit se situer. »

Philippe VAL, *Causeur*, février 2015

Si elle n'était produite par un psychiatre, cette prose inquiéterait véritablement pour les capacités intellectuelles de son auteur. Mais, en grand penseur qu'il est, peut-être Philippe Val a-t-il été trop vite pour nous.

Reprenons le déroulement de la pensée valesque, en en savourant toutes les étapes. « *L'information est de plus en plus idéologique en France.* » Admettons que Philippe Val ait des éléments permettant de le soutenir, et qu'il préfère les garder pour lui. « *Vers 1995, on a vu arriver des petites boutiques comme Acrimed, assez marginales mais virulentes, qui se sont lancées dans la critique des "médias dominants". Après tout, pourquoi pas, c'était marrant de dénoncer les collusions.* » Que Philippe Val réduise la critique des médias dominants à la dénonciation de collusions révèle peut-être une vision complotiste de la situation des médias, mais nous n'osons le penser. Quoi qu'il en soit, pour Philippe Val, Acrimed, au début,



c'était marrant. « *L'ennui, c'est que c'est très vite devenu une fabrique de complotisme.* » Acrimed, une « fabrique de complotisme »? Sur quelle intervention publique d'Acrimed, écrite ou orale, peut reposer une telle déclaration? Nous ne le saurons pas. Et quand on n'a aucun argument pour le démontrer, « complotisme » n'est rien d'autre qu'une insulte.

La suite du propos de Philippe Val peut nécessiter la prise de paracétamol à doses massives: « *Les gens qui sont sortis de là sont devenus profs et formateurs de journalistes.* » Est-ce grâce à sa virulence, et malgré sa marginalité, qu'Acrimed a produit tant de profs et de formateurs de journalistes, sans même le savoir? L'association est-elle devenue, sans qu'aucun de ses membres ne s'en rende compte, un genre d'officine de formation, d'où l'on « sort » avant de se précipiter en

hordes conspirationnistes, dans les écoles et les facultés pour former les journalistes de demain? Une enquête de terrain menée de toute urgence semble montrer que non: pas un seul des « gens qui sont sortis » d'Acrimed n'enseigne dans les écoles de journalistes. À court d'hypothèses, nous prendrons la seule restante: Philippe Val raconte n'importe quoi.

Mais comme souvent, le meilleur est pour la fin: « *On se retrouve avec une génération de journalistes massivement convaincue qu'il faut dire certaines choses et pas d'autres, qu'il y a une vision du "Bien" par rapport à laquelle on doit se situer.* » Tentons de résumer: il existe une génération de journalistes à l'esprit déformé par la formation inculquée par Acrimed; or cette déformation a des conséquences que Philippe Val veut critiquer; mais cette critique ressemble à une mauvaise caricature de celle développée par Acrimed. Il ne manquerait plus que Philippe Val forme des journalistes...

« L'INFORMATION » SELON YAHOO

À l'heure où certains se détournent des sources traditionnelles d'information (journaux télévisés, radios, presse écrite), nombreux sont ceux qui, notamment pour accéder à leurs courriels, doivent passer par un portail internet qui pourvoit et relaie une grande quantité d'informations de toutes sortes. Yahoo fait partie de ces portails, sur lesquels nombre d'internautes « s'informent ».

Si certaines rubriques laissent a priori perplexe (« Yahoo pour Elles »...), ce passage quasi obligé pourrait néanmoins être l'occasion de s'informer mieux, et autrement; mais il n'en est rien. Pis, c'est une épreuve souvent pénible au cours de laquelle le lecteur est bombardé d'un flot continu d'informations confuses et décousues qui dessert et dépolitise l'information. Visiblement en quête de rentabilité beaucoup plus que de respectabilité journalistique, Yahoo est un de ces canaux qui, au rythme d'actualisations frénétiques, finit par mêler le négligeable et l'insignifiant.

CONFUSIONNISME GÉNÉRAL

C'EST QUI FRAPPE d'emblée – onglet « Toutes les infos » ou « Actualités » –, c'est la confusion et le savant mélange de tout et n'importe quoi qui y règne. Sans aucune hiérarchie apparente ou un quelconque tri de l'information, sont livrés de façon brute, sinon brutale, l'essentiel et l'accessoire, l'ordinaire et le stupéfiant, l'inédit et le trivial, le people et le politique, le fait divers et le fait majeur. Pour le quidam qui ne s'informe pas autrement, impossible de s'y retrouver dans ce maelström sans queue ni tête :



Toutes les infos Actualités Sport People Finance

Kamasutra : 8 positions qui stimulent le clitoris
Vous êtes clitoridienne et alors ? Voici huit positions du Kamasutra qui vous permettront de stimuler votre clitoris tout en faisant l'amour.
Femmesactu.fr

Scandale : Willow Smith, 13 ans, au lit avec un homme de 20 ans !
A 13 ans, Willow Smith est du genre précocée. Fille de Will Smith et Jada Pinkett, l'adolescente a fait ses débuts au cinéma en 2007 dans...
Premiere.fr

Hélène Pastor blessée dans une fusillade : inquiétude du clan Hallyday
Ce mercredi matin, la riche héritière monégasque Hélène Pastor a été victime d'une fusillade. Un choc pour Monaco mais aussi pour le clan Hallyday, qui fait partie de Closer

Nicolas Sarkozy "ringard", Martine Aubry derrière la révolte des "41" ? Marine Le Pen : Objectif "détruire l'Union européenne de l'intérieur"
Mais aussi " la nouvelle vie de DSK ", Marine et Jean-Marie Le Pen bons derniers
Atlantico.fr il y a 23 mn

Un chauffeur de taxi japonais piégeait ses clientes pour les faire uriner dans sa voiture
Le chauffeur offrait à ses passagères des gâteaux apéritifs bourrés de diurétiques. Il a été arrêté.
Francetv info

Le Real perd la Liga et Ronaldo
Longtemps devant, le Real Madrid a fini par se faire rattraper par un courageux Valladolid. Une égalisation dans les cinq dernières minutes des hommes de Martinez a sans aucun doute mis fin aux espoirs merengues en championnat. Une
So Foot

Toutes les infos Actualités Sport People Finance

La pieuvre Dumbo, une drôle de créature filmée dans les profondeurs de l'océan
Dans les eaux du Golfe du Mexique, les scientifiques de la NOAA ont pu filmer un spécimen de pieuvre Dumbo, l'une des espèces de céphalopodes
Maxisciences il y a 13 mn

Votre enfant prend-il des cours de programmation?
TÉMOIGNAGES - Comment se déroulent les cours? Quelles sont ses motivations? Prend-il du plaisir?...
20minutes.fr il y a 13 mn

Une canette publicitaire bientôt à la surface de la Lune ?
Une société japonaise prévoit d'envoyer sur la Lune un produit publicitaire pour promouvoir sa boisson énergétique Pocari sweat. D'ici 2015, la surface
Maxisciences il y a 13 mn

Netflix va transférer son siège européen de Luxembourg aux Pays-Bas
Le géant américain de la vidéo en ligne Netflix va transférer son siège européen de Luxembourg aux Pays-Bas en 2015, a indiqué ce mardi le
20minutes.fr il y a 13 mn

Traité de libre-échange : un document secret sur le volet énergie risque de mettre l'huile sur le feu
Le site américain du Huffington Post a publié lundi un document de travail datant de juillet
Atlantico.fr il y a 14 mn

Trois jours de deuil en Serbie après les inondations meurtrières
par Ivana Sekularac BELGRADE (Reuters) - Les autorités serbes ont décrété mardi trois jours de deuil national à la suite des pires inondations et
Reuters il y a 16 mn

Quelques régularités se dégagent malgré tout. Car s'il n'y a pas le moindre fil rouge ou la moindre cohérence dans cette bouillie éditoriale, le plus petit commun dénominateur semble être la volonté de « faire du clic »; et pour ce faire, de répondre à une double nécessité: être à la page (via des réactualisations permanentes, jusqu'au vertige) et mettre l'accent sur les sujets les plus « porteurs ». Quels sont-ils, au juste?

RACOLAGE À TOUS LES ÉTAGES

Comme on pouvait s'y attendre, tout ce qui a trait au voyeurisme, au sexe et au sexisme est particulièrement « vendeur », donc particulièrement (sur)représenté. Les

exemples sont légion mais il suffit de s'arrêter sur les captures d'écran qui suivent pour s'en convaincre :



Photos plus ou moins aguicheuses, accent récurrent mis sur l'esthétique ou le cosmétique, rabaissement des femmes à de purs objets de fantasmes : dans la course effrénée aux clics, Yahoo ne rechigne devant aucun procédé pour nourrir à sa façon l'imaginaire masculin et/ou féminin et, partant, mettre en scène des femmes réduites le plus souvent au superficiel et à l'artificial.

SUSPENSE À TOUT PRIX

Rien ne vaut cependant la stratégie du teasing dont Yahoo use et abuse pour attirer le chaland et espérer ainsi accroître ses recettes publicitaires. Toutes les occasions sont bonnes, en effet, pour appâter le lecteur, soit comme évoqué précédemment en misant sur ses plus bas instincts, soit, « mieux », en en disant juste assez pour l'inciter à vouloir en savoir plus. Preuve supplémentaire que la stratégie commerciale de Yahoo – et d'autres – prime sa stratégie éditoriale. Ce sont bien les intérêts mercantiles (« la chasse aux clics ») qui dictent la nature et la qualité de l'information, et non l'inverse. L'exemple ci-dessous, parmi tant d'autres chaque jour, témoigne de ces petites manœuvres dilatoires :



Ce vrai-faux suspense, déclinable à l'infini et sur tous les sujets, fait particulièrement rage dès lors qu'on touche au sport ou à la politique :



Il achève de transformer en simple devinette ou anecdote certains faits qui mériteraient un traitement autrement plus sérieux, et de monter en épingle certaines situations dérisoires. Et pour plus d'efficacité (publicitaire) encore, ce teasing est à tiroirs : d'abord l'accroche, succincte et (supposément) alléchante, puis l'article... tronqué, au bas duquel il faut encore cliquer pour enfin accéder à l'intégralité du texte – qui ne comporte généralement que deux à trois lignes supplémentaires par rapport à la version précédente tronquée. En somme, pour les plus téméraires, il faudra trois clics pour aller au terme d'un article généralement insignifiant. Toutes choses égales par ailleurs, ces stratagèmes ne sont pas sans rappeler les « restez avec nous » et autres « à venir dans votre journal » qui scandent les journaux télévisés actuels, visant à tenir le téléspectateur en haleine coûte que coûte.

Dans la même logique, il faudrait tout autant souligner l'obsession, et par conséquent, l'omniprésence de la petite phrase, notamment dans le monde de la politique (mais aussi du sport ou du divertissement, ou de tout cela à la fois), ou comment parler de politique de telle sorte que l'on n'en parle pas ; en effet, quelle meilleure façon de dépolitiser cette dernière que de ramener l'information politique à ce qu'elle a de plus labile, de plus éphémère et, *in fine*, de plus superficiel ?



SITE D'INFORMATION OU SIMPLE COMPILATION D'ARTICLES ?

On pourrait se consoler de la piètre qualité de l'information recueillie et mise en forme sur Yahoo en soulignant que la multinationale américaine se contente presque exclusivement, au moins en ce qui concerne sa filiale française, de reprendre et relayer des articles aux sources aussi variées, sinon hétéroclites, que *Le Monde*, *l'Express*, *Libération*, *Voici.fr*, *Gala.fr*, *PurePeople.com*, etc., tout en y ajoutant du contenu propre (Yahoo Sport, Yahoo Divertissement...). Le bâtonnage de dépêches Reuters ou AFP occupe également une place non négligeable. C'est dire si le spectre recouvert par ce portail est large, et sa ligne éditoriale incohérente. Ici encore, puisque le court terme et la courte vue prévalent, il n'y a qu'une stratégie qui vaille : recycler le meilleur (rarement) et le pire (souvent) de ce qui se fait et s'écrit ailleurs - d'où la surexposition des articles

réputés les plus lus ou les plus fréquentés de tel ou tel site d'information que Yahoo contribuera à entretenir.

INFORMATIONS PARTOUT, INFORMATION NULLE PART

On ne peut néanmoins réduire Yahoo à un simple capharnaüm éditorial. Si pour les raisons commerciales évoquées plus haut, il a tout intérêt à être un organe « attrape-tout » – tout est bon pour « intéresser » le lecteur et faire du clic – il y a malgré tout un tri d'une certaine sorte: faire le choix de (presque) tout mélanger, tout relativiser, tout dépolitiser, c'est encore un choix, certes très discutable. Autrement dit, si Yahoo s'abstenait de faire de l'information et d'en faire comme elle en fait, l'information ne s'en porterait certainement pas plus mal. Mais la santé économique du groupe serait sans doute moins florissante. Cette volonté de concentration verticale a conduit celui qui n'était à l'origine qu'un annuaire web à diversifier ses activités... quitte à massacrer l'information.

Répetons-le, faire de l'information comme le fait Yahoo est tout sauf anodin: c'est concevoir cette dernière comme un simple objet marchand hautement périssable – le moindre fait nouveau étant sans cesse voué à chasser le précédent. Les rares messages sérieux ou approfondis qui pourraient

être portés sont alors nécessairement brouillés ou noyés dans la masse d'articles imbéciles ou futiles.

En matière de journalisme, à l'ère du numérique, la réactivité d'Internet est souvent louée, parfois à juste titre compte tenu des pesanteurs inhérentes à certains organes d'information traditionnels. Reste que les portails tels que Yahoo illustrent surtout une absence manifeste de recul, de point de vue, de hiérarchie, et en définitive, de volonté réelle de démocratiser une information de qualité: tout se passe comme si la seule exigence était d'être à la page, de ne rien rater du spectacle médiatique et politique... pourvu qu'il soit suffisamment spectaculaire, donc rentable.

À cet égard, il n'est pas très rassurant de constater que les versions numériques des grands quotidiens semblent s'aligner sur les pratiques les plus contestables de Yahoo et consorts: en témoignent les titres visibles en « Une » qui, grâce à un algorithme savant, varient à quelques minutes d'intervalles afin de ne pas risquer de laisser le lecteur... ou d'approfondir l'analyse. Coller à tout prix à l'actualité dans ce qu'elle aurait de plus urgent, au détriment d'un véritable travail d'information suivi et fouillé plus qualitatif que quantitatif, est-ce encore informer?

PARANORMAL : LE PARISIEN CROIT CEUX QUI Y CROIENT

Votre belle-mère est possédée par le diable? Un esprit frappeur joue des congas chez vous la nuit? Vous cherchez le numéro de SOS Exorcistes mais votre Minitel vous répond en araméen? Grâce au Parisien, vous ne vivrez plus dans la peur et l'ignorance. S'inspirant courageusement de la ligne éditoriale d'Infos du monde, hebdomadaire humoristique (parfois pris au sérieux par des esprits crédules) qui ne publiait que des fausses informations allant du loufoque au paranormal dans les années 1990, le grand quotidien populaire a consacré le 16 décembre dernier une pleine page à l'exorcisme et au paranormal en Île-de-France. Vade retro, rationalitas!

« Même si les cas de possession démoniaque spectaculaire [...] sont rares, la pratique de l'exorcisme, aujourd'hui méconnue, n'en demeure pas moins importante pour la foi chrétienne. » Cette phrase, qui affirme tranquillement l'existence de « possessions démoniaques » – plus ou moins spectaculaires... –, ne provient pas du site Internet de Civitas ou d'un blog sur le paranormal, mais du premier quotidien national d'information générale en France: *Le Parisien*.

LES EXORCISMES DU PÈRE ALAIN

Composé de quatre articles, un surprenant « dossier » a été publié le 16 décembre 2014 dans le supplément de l'édition parisienne du quotidien. Le texte principal est le compte rendu d'une rencontre avec un des quatre prêtres exorcistes officiant en Île-de-France, le père Alain. Manifestement, le journaliste n'est pas resté insensible au charisme de l'exorciste francilien: « Pull-over noir,

mèche rebelle et demi-sourire empathique ». Un portrait photo vient confirmer cette description engageante. L'article renvoie à une vidéo tout aussi bienveillante du « témoignage » du père Alain.

Avec une « neutralité » dont il est avare lorsqu'il s'agit de rendre compte, par exemple, de mouvements sociaux, *Le Parisien* restitue sans distance les propos du père Alain qui, parmi bien d'autres affirmations fabuleuses, « estime à une quarantaine, le nombre des véritables cas de possession traités chaque année en Île-de-France ». Un journal sérieux s'inclinant devant des données chiffrées, le quotidien reste donc sans voix. Même retenue respectueuse face au récit que fait le père Alain d'« une mésaventure qui lui est arrivée avec une paroissienne » : « J'imposais la main sur l'épaule d'une personne qui demandait à être reçue, et je lui disais : Ma pauvre, je suis trop occupé. Je ne peux pas vous recevoir maintenant. Il faudra revenir. J'ai entendu : Ne la touche pas ! Et j'ai été projeté contre le mur à 2 mètres en arrière par une force qui n'était pas celle de cette personne. Après ça, je me suis écroulé. Je n'ai pas peur car je suis le serviteur du Seigneur. » Il arrive aussi que des lecteurs tombent mystérieusement à la renverse en lisant certains articles du *Parisien*.

Puis, candide, le quotidien interroge : « Mais alors ? Sont-ce les personnes, les lieux ou les objets qui transporteront de mauvaises ondes ? » Réponse (évidente) du père Alain : « La plupart du temps, ces problèmes sont liés à la personne. » Plus loin, *Le Parisien* retrouve sa vocation de journal de proximité soucieux du quotidien des Français avec cette question pratique : « Comment lutter contre l'esprit du mal ? » Un seul remède selon le serviteur de l'Église : « Rétablir la paix intérieure en priant. » Amène, *Le Parisien* conclut : « D'ailleurs, en récitant le Notre Père, chaque chrétien ne pratique-t-il pas une forme de petit exorcisme, en demandant d'être "délivré du mal". » Ainsi, après avoir laissé entendre que les possessions démoniaques et « l'esprit du mal » étaient des phénomènes réels et que la pratique de l'exorcisme était légitime, voilà que le quotidien affirme l'efficacité de la prière... Il faudrait inventer le « prix Albert Lourdes ».

ENQUÊTE SUR L'APPARTEMENT HANTÉ DE STÉPHANIE

Le « dossier » se poursuit par un article consacré au témoignage de « Stéphanie, 37 ans, se disant victime de manifestations paranormales ». Il s'agit encore une fois de la restitution passive d'affirmations fantastiques : « des apparitions, de silhouettes, des objets qui tombent ou se déplacent » dans l'appartement de Stéphanie, « des phénomènes bizarres se produisant essentiellement dans la salle de bains, le couloir et la chambre des enfants ». Et, en guise de « preuves », on devra se contenter d'un autre témoignage : « Au 3^e étage, l'ancien voisin n'est pas près d'oublier ce qu'il a vécu. "Les jouets se mettaient en marche tout seul durant la nuit", assure Thierry. "Je sentais constamment une présence chez moi", ajoute-t-il, encore impressionné. » Puisque Stéphanie et Thierry le disent...



« En désespoir de cause, la jeune femme a fait venir le prêtre de la chapelle Saint-Damien pour bénir l'appartement. Sans succès, selon elle : les phénomènes continuent. » Une seule solution, donc : faire appel au père Alain, exorciste assermenté.

À aucun moment la réalité des phénomènes et la véracité des témoignages ne sont questionnées, aucune preuve n'est exigée ; on a ici affaire à un « journalisme d'enregistrement » d'une grande complaisance à l'égard de l'irrationnel et de « l'étrange ». Le goût du sensationnel conduit parfois à des pratiques journalistiques... para-normales.

Avant de passer à l'examen du reste du « dossier », le moment est peut-être bien choisi pour rappeler le montant des aides à la presse dont bénéficie le journal du groupe Amaury : en 2013, *Le Parisien* a reçu de la collectivité près de 4 millions d'euros et *Aujourd'hui en France*, 12 millions. Gageons que les pouvoirs publics s'assurent que ces « assistés » respectent la charte éthique qu'ils revendiquent... Celle du *Parisien* affirme que le quotidien fait « le maximum pour vérifier la validité des informations, respecter les règles de la déontologie journalistique ». Le paragraphe suivant enfonce le clou : « Nous nous engageons également à faire le plus possible pour garantir la fiabilité des informations. » Rassurés, nous pouvons reprendre notre lecture.

PLACE AUX « SCEPTIQUES »

Le dossier s'achève par deux articles (plus courts) dont les titres laissent penser que nous allons enfin bénéficier d'un point de vue rationnel sur les prétendues manifestations surnaturelles :

« Sur Facebook, un groupe décrypte les images » et « Les scientifiques expliquent certains points lumineux ». Eh bien non. Dans les deux cas, il s'agit d'adeptes de démarches pseudo-scientifiques qui, bien que sceptiques quant à la réalité de certains phénomènes, croient malgré tout au paranormal.

Le Parisien rend ainsi compte de l'existence d'un groupe privé sur Facebook consacré à l'analyse de « photos et vidéos paranormales », « une page [qui] se donne comme objectif de comprendre ». Si certaines « images étranges » y sont en effet expliquées rationnellement, d'autres sont jugées authentiques et la croyance au paranormal est une sorte de prémisses implicites. C'est la position « Oui, mais... »

Le dernier article donne enfin la parole aux scientifiques ; enfin, si on est disposé à admettre qu'une « chercheuse » à l'Institut métapsychique international et une médium sont des scientifiques... Pascale Catala de l'IMI [1] ne croit certes pas que tous les « orbes » (ces points lumineux « anormaux ») sont d'origine paranormale mais elle précise « qu'à l'heure actuelle, on ne dispose pas d'explication scientifique vraiment probante ». C'est la position « Peut-être ».

Quant à la médium Agnès, une citation suffira à donner la mesure de son scepticisme et de sa rigueur scientifique : les orbes sont des « âmes de défunts [qui] n'ont pas été libérées. Elles ne sont pas allées vers la lumière [...]. Elles restent donc là, piégées. Certaines peuvent faire du bruit ou pousser des cris, en fonction

de ce qu'elles ont vécu précédemment ». Grave, *Le Parisien* ajoute : « Il faut les libérer. Certains médiums appellent encore cela "un point mort". » C'est la position « N'importe quoi ». Et le point mort du journalisme.

Présenter ces « expertises » comme des discours sceptiques et scientifiques amène à penser que l'approche rationaliste n'a pas grand-chose à objecter aux affirmations sur l'existence du paranormal. L'espace très réduit accordé à ces avis pseudo-sceptiques renforce l'impression que la science est quelque peu gênée par les phénomènes en question.

L'IRRESPONSABILITÉ DU PARISIEN

Nous avons bien sûr envisagé que ces divagations pouvaient être un objet de dérision pour les journalistes du *Parisien* et que l'on avait bien rigolé en conférence de rédaction des anecdotes du père Alain et de l'appartement hanté de Stéphanie. Seulement, outre le fait que le cynisme serait une piètre défense, ce qui a été effectivement publié est dénué de toute distanciation critique ou satirique. Et cela va plus loin : *Le Parisien* prend au sérieux, voire flatte, les croyances les plus fantastiques. Ainsi, quelqu'un qui croit aux possessions démoniaques et aux esprits frappeurs ou, pire, s'en imagine victime, se trouve conforté dans son irrationalité.

Par ailleurs, à aucun moment *Le Parisien* n'envisage que les croyances religieuses puissent avoir une part de responsabilité dans les cas de « possession démoniaque ». Pourtant

il semble légitime de se demander si l'Église, en expliquant la démence par l'action d'une entité maléfique et en culpabilisant la victime pour l'avoir « invitée », n'est pas à l'origine – au moins en partie – des maux qu'elle prétend pouvoir soigner. Quoi qu'il en soit, par sa complaisance à l'égard de l'exorcisme et du paranormal, *Le Parisien* fait preuve d'une irresponsabilité que les chartes de déontologie journalistique en vigueur condamnent [2].

La pratique du journalisme implique la rationalité, le respect des faits, mais aussi une responsabilité vis-à-vis des effets que l'on peut produire. Il semble plus que jamais nécessaire d'encourager le développement d'une culture de la rigueur argumentative et de la démonstration dans les médias. Tout le monde en profitera, sauf bien sûr ceux – particuliers, entreprises et institutions – qui tirent argent et pouvoir de l'exploitation de la superstition et de l'obscurantisme.

Le Parisien pourrait montrer l'exemple en commençant par retirer l'horoscope qui figure tous les jours à la dernière page du journal – une rubrique qui de surcroît fait explicitement la publicité d'un « service » astrologique payant.

[1] L'Institut métapsychique international se présente sur Internet comme « une fondation reconnue d'utilité publique qui se consacre à l'étude scientifique des phénomènes dits "paranormaux" : la télépathie, la clairvoyance, la précognition (ou prémonition) et la psychokinèse (ou télékinésie) ». Or, la métapsychique et sa version moderne, la parapsychologie, sont des pseudo-sciences. *Le Parisien* ne devrait donc pas présenter l'IMI comme le porte-parole de la communauté scientifique, celle-ci ne reconnaissant pas comme science la parapsychologie. La bonne disposition de l'IMI vis-à-vis du paranormal est par exemple décelable dans cette phrase issue de la page d'accueil de son site Internet : « L'Institut est [...] une alternative rationnelle aussi bien aux dérives de la crédulité qu'aux excès du scepticisme. »

[2] Notamment la Charte de Munich de 1971 qui assigne comme devoirs essentiels de « respecter la vérité » et de « publier seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ». Ce document dit également que les journalistes doivent « rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte »...



SHS, SUITE : UNE CRISE DE L'ÉDITION SPÉCIALISÉE

Dans un premier article, publié dans le numéro précédent, on a vu que contrairement à un discours persistant, le secteur de l'édition en sciences humaines et sociales (SHS) ne connaît aucune crise d'ensemble, et qu'il avait même permis aux éditeurs de bénéficier de ressources supplémentaires non négligeables (autour de 90 millions d'euros par an).

On verra ici que ce « discours sur la crise » trouve sa source dans une partie du secteur éditorial des sciences humaines et sociales réellement en crise, celui de l'édition très spécialisée (sans que l'ensemble du secteur soit en crise), dont l'évolution mérite d'être analysée plus en détail.

BAISSE DES TIRAGES ET AUGMENTATION DES TITRES

IL EST UN FAIT sur lequel tout le monde s'accorde et qui a pu inquiéter et induire en erreur les éditeurs : la baisse continue de la moyenne des tirages et des ventes par titre de l'ensemble du secteur des SHS, baisse compensée par une progression encore plus forte du nombre de titres édités. Ainsi, depuis les années 1980, le tirage moyen des ouvrages SHS a été divisé par deux (en gros, de 4000 à 2000) tandis que le nombre de titres édités annuellement augmentait plus que proportionnellement (moins de 2000 à plus de 4000, avec une pointe à 6000 en 2003). Presque toujours présenté par les tenants du discours sur la crise comme un symptôme aigu de cette crise, ce phénomène est plutôt l'expression d'une mutation de l'économie éditoriale.

Il faut d'abord souligner, ce qui n'a pas été fait à notre connaissance au cours du débat sur la « crise de l'édition SHS », que cette observation n'est pas propre aux sciences humaines, mais touche l'ensemble de l'édition, dans les mêmes proportions, et pas seulement en France, mais aussi dans les autres pays dits développés [1]. Selon Bruno Blasselle, « même si le nombre de titres publiés [en France] continue de progresser (30000 titres vers 1975, plus de 65000 aujourd'hui [2008]), les tirages moyens ne cessent

de baisser (8000 contre 15000 il y a une quinzaine d'années) y compris pour les livres de poche » [2]. Voilà qui nuance quelque peu la représentation des SHS comme secteur sinistré de l'édition... Toutefois, cette évolution générale de l'édition prend, dans la sphère éditoriale des SHS, une forme spécifique en raison de la place qu'y tient la recherche universitaire, de plus en plus spécialisée.

LA SPÉCIALISATION DE LA RECHERCHE EN SHS

En effet, si le secteur de l'édition en sciences humaines ne connaît pas de crise d'ensemble, une partie de ce secteur, correspondant à 23 % du chiffre d'affaires global, est cependant réellement sinistrée : celle des livres les plus spécialisés [3] (thèses, recherches de haut niveau), dont les tirages et les ventes ne cessent de diminuer : « Pour l'édition d'ouvrages, les éditeurs mentionnent des ventes comprises entre 300 et 1200 exemplaires, avec une valeur médiane qui est de l'ordre de 450 exemplaires » [4]. Les autres livres SHS (essais, manuels, ouvrages de synthèse, dictionnaires), d'une facture plus adaptée à un public plus large, connaissent au contraire une progression assez remarquable. Ce sont donc essentiellement les livres spécialisés, expression de la recherche proprement dite, « noyau dur » de l'édition SHS, selon l'expression de Marc Minon, qui tirent les statistiques de la

moyenne des tirages et des ventes de l'ensemble du secteur SHS vers le bas.

Selon les tenants du discours sur la crise, cette spécialisation de la recherche relève de la responsabilité des chercheurs. On a vu dans notre premier article (voir *Médiacritique(s)* n° 14) en quelle piètre estime un personnage comme Pierre Nora tenait les chercheurs en sciences humaines, qui ne sauraient ni écrire, ni s'élever à un niveau susceptible d'intéresser un large public. D'autres, moins catégoriques, attribuent la spécialisation des enseignants-chercheurs à une attitude de repli. Ainsi, au « repli sur le "chacun dans son coin" » de François Gèze pour lequel, à la suite de « l'épuisement du paradigme structuralo-marxiste [...] les chercheurs, les étudiants n'ont plus lu que des ouvrages dans leur strict domaine de compétences » [5] répond comme en écho le « repli des chercheurs entre les murs de leurs laboratoires » de Sophie Barluet [6].

Pour Bruno Auerbach, la source de la spécialisation des travaux de recherche en SHS ne se trouve pas dans une déficience intellectuelle, une mauvaise volonté ou une attitude de repli des enseignants-chercheurs, mais dans l'évolution suivante : parallèlement à l'augmentation du nombre des étudiants, le nombre de chercheurs et enseignants a été multiplié par 6 depuis 1960 pour atteindre le nombre de 25000. Confronté à l'exigence

académique de publier (« *Publish or perish* »), chacun d'entre eux doit le faire à partir du créneau de plus en plus spécialisé qu'il occupe au sein de sa discipline de référence; mais la validation scientifique de son apport se fera au détriment du tirage de l'ouvrage édité. « *Ce que déplorent les éditeurs, c'est donc l'hyperspécialisation de travaux, dont l'offre a été démultipliée par la croissance du nombre de chercheurs, qui les coupe progressivement du "grand public cultivé" pour ne plus s'adresser qu'à un lectorat professionnel...* » [7].

Ainsi, sans que le secteur de l'édition de SHS, qui représente, selon les années, de 7 à 10 % de l'ensemble de l'édition, soit globalement en crise, la crise subie par son segment lié à la recherche universitaire (2 à 2,5 % de l'ensemble de l'édition) a alarmé les éditeurs généralistes, jusqu'à susciter au fil du temps un discours relativement cohérent mais dont aucun des éléments constitutifs n'est pertinent, que nous avons appelé « discours sur la crise ». Or, alors qu'ils réclament et obtiennent, sur la base de ce discours, des dédommagements de l'État en raison des effets d'une crise globale imaginaire, les éditeurs généralistes se retirent progressivement du segment réellement sinistré de l'édition SHS, l'édition de recherche spécialisée, dont ils assurent tout de même encore entre 20 et 25 % des publications (contre 50 % environ en 1974).

Pour les autres éditeurs qui assurent les trois quarts de l'édition de recherche, à savoir les éditeurs spécialisés en SHS [8], la question se pose différemment.

LES ÉDITEURS SPÉCIALISÉS EN SHS

On pourrait supposer que l'Université est la mieux placée pour mettre en valeur les travaux de ses chercheurs. Il n'y a pas si longtemps, aux États-Unis, les livres publiés par des presses universitaires trouvaient un marché « naturel » dans les achats des bibliothèques universitaires, suffisants pour leur assurer un équilibre économique. Mais un tel marché, déclinant aux États-Unis à la suite d'une poussée de fièvre

libérale [9] et de causes spécifiques au contexte américain [10], n'existe tout simplement pas en France, en raison de la faiblesse conjointe des presses universitaires et des budgets d'acquisition des bibliothèques, très inférieurs à ceux de pays comparables comme la Grande Bretagne ou l'Allemagne [11]. La situation des presses universitaires n'est pas seulement la conséquence du sous-financement chronique des



universités, et tout particulièrement de la recherche: elle résulte en grande partie d'un lobbying forcené des éditeurs généralistes à l'encontre de ces presses soupçonnées de concurrence déloyale (1 % de l'édition!), lobbying qui a abouti à la fin des années 1990 à la constitution d'un arsenal réglementaire et juridictionnel destiné à les protéger de ce grave danger [12]. Comme, de plus, les presses universitaires ne bénéficient d'aucune aide du CNL depuis 2006, on comprend qu'elles n'assurent que 23 % de l'édition de recherche en SHS [13]. Le restant, soit plus de 50 % de ce secteur, est assuré par des éditeurs privés, commerciaux ou associatifs, petits ou moyens, fort nombreux, plus ou moins spécialisés dans une discipline (comme Vrin en philosophie ou Perrin en histoire [14]), et d'autres éditeurs publics qui se trouvent dans une situation comparable à celle des éditeurs universitaires.

Confrontés à la baisse des ventes, les éditeurs spécialisés réagissent de deux manières:

- en multipliant les titres dans une sorte de fuite en avant. Bien peu tirent leur épingle de ce jeu comme le fait par exemple L'Harmattan, devenu le premier éditeur français en nombre de titres. Cette multiplication des titres s'accompagne chez cet éditeur d'une réduction drastique des coûts de production, supportés en grande partie par l'auteur, qui permet un équilibre financier sur de faibles tirages (300 exemplaires): « *Denis Pryn, son directeur [de L'Harmattan], affiche un optimisme "aux antipodes du lamento général". La crise des sciences humaines? Il ne connaît pas. Ou plutôt, il en vit, au risque de choquer ses confrères par des méthodes pour le moins hétérodoxes* », écrivait Antoine de Gaudemar pour *Libération* en 1997.

- en se réorientant vers des horizons apparemment plus prospères. C'est la voie que semblent avoir choisie récemment les Presses universitaires de France (PUF), dont le nouvel actionnaire majoritaire, Denis Kessler, se donne pour programme, selon *Le Figaro* du 20 janvier 2014, la « *réduction du nombre de publications annuelles et [l']ouverture vers des ouvrages plus grand public* ». Solution qui n'en est pas une, puisqu'elle consiste, suivant l'exemple des éditeurs généralistes, à se retirer de la zone de turbulence.

Si l'on se place maintenant du point de vue du chercheur, la situation n'est guère plus brillante.

LE CHERCHEUR ET L'ÉDITEUR

La diversité des formes d'édition des livres scientifiques de SHS s'organise en une hiérarchie informelle fondée sur la notoriété des maisons d'édition. Il sera ainsi plus valorisant pour un chercheur-auteur d'être publié chez Gallimard, La Découverte ou au Seuil qu'aux PUF, aux PUF qu'à des presses universitaires « locales », à des presses universitaires que chez L'Harmattan. Dans cette hiérarchie dominée par les éditeurs privés commerciaux, les livres de plus en plus spécialisés ont du mal à trouver un éditeur, hors L'Harmattan, qui

prenne le risque d'une publication dont la faible vente est assurée.

Dans le processus de publication de ces travaux spécialisés, dont l'exemple classique est celui d'un docteur qui veut publier sa thèse, les instances universitaires délèguent pour une bonne part au secteur privé la sélection des travaux qui méritent d'être édités; c'est dire que cette sélection s'appuiera sur des critères où le profil commercial de l'ouvrage sera prépondérant ou en tout cas mis sérieusement en balance avec sa qualité universitaire. La plupart des chercheurs eux-mêmes et les autorités académiques ne sont pas insensibles à cet aspect commercial de la chose, non pour des raisons économiques, mais pour le nombre de lecteurs et le capital symbolique qu'il procure. Il reste que les chemins de plus en plus opposés que prennent l'obligation de publier faite aux chercheurs, la spécialisation accrue de la recherche et les préoccupations commerciales des éditeurs, font la démonstration d'une profonde inadaptation des structures éditoriales aux exigences de publication de ces travaux spécialisés.

Dans un tel contexte, et en attendant une nécessaire refonte de ces structures éditoriales, le développement de l'édition numérique apparaît comme une aubaine pour les chercheurs en SHS. Bien qu'elle soit encore loin de la qualité éditoriale que, par exemple, l'université de Harvard promeut, sous l'impulsion de Robert Darnton, pour quelques thèses soigneusement sélectionnées, cette édition électronique s'est fortement développée au cours de la dernière décennie. En France, on recense des sites dédiés aux thèses, comme theses.fr ou TEL, des archives ouvertes comme Hal-Shs, qui recueille divers travaux de recherche en SHS dont des thèses, le tout étant fédéré sur une plateforme initiée par le CNRS, isidore.fr, où sont rassemblés depuis 2010 plus de 3 millions de documents de SHS, dont 59 000 thèses.

Pour le chercheur, la mise en ligne de son travail, si elle n'est pas plus valorisante pour sa carrière qu'une publication chez L'Harmattan, satisfait du moins, à moindres frais, à l'exigence de communication scientifique en

rendant ce travail accessible à tout un chacun. Et pour les autres chercheurs, les étudiants et le simple citoyen intéressé, c'est une véritable mine de connaissances qui est ainsi offerte.

CONCLUSION : SAUVONS L'ÉDITION DE RECHERCHE EN SHS !

Le mouvement qui porte la recherche en SHS vers une spécialisation de plus en plus poussée semble inéluctable. Que l'on y voie une régression, comme le font les tenants du discours sur la crise, ou un éventuel progrès, comme en témoignent d'autres observateurs, il reste que les recherches très spécialisées n'ont pas vocation à toucher un large public, y compris sous leur forme numérique qui ne peut faire des miracles; autrement dit, la question commerciale ne peut être, pour elles, que très secondaire. À partir de ce constat, on voit mal comment elles pourraient être éditées hors de circuits sans but lucratif, soutenus par la puissance publique, et contrôlés par les scientifiques eux-mêmes. Car finalement, les bénéficiaires de la recherche ne relèvent pas d'une économie de l'édition, mais sont bien au-delà, dans les usages politiques, économiques et sociaux de cette recherche. Ce qui définit, en quelque sorte, les contours d'un service public de la recherche scientifique.

Cela suppose une réorientation des aides publiques vers l'édition de recherche publique, comme le réclame la médiatrice de l'édition publique, Marianne Levy-Rosenwald, dans son rapport 2012, ainsi qu'un soutien plus ferme aux éditeurs spécialisés en SHS qui aurait pu, par exemple, éviter l'appropriation des PUF par un capitaliste de choc.

Si l'on considère que le chiffre d'affaires de l'édition de recherche représente 23 % de celui de l'ensemble de l'édition SHS (pourcentage stable sur une période de 20 ans, selon le Gfii qui l'évalue pour l'année 2008 à 27 millions d'euros qui se répartissent pour moitié entre les livres et les revues, et dont le tiers, toujours selon le Gfii, est déjà constitué d'aides publiques), ce soutien public à l'édition publique et à l'édition privée spécialisée de recherche n'aurait rien d'indécent au regard des quelque

90 millions d'euros collectés chaque année par les éditeurs sous couvert de divers droits de copie et de prêt.

Encore faudrait-il qu'un véritable débat soit instauré, au lieu de celui, en trompe-l'œil, sur « la crise de l'édition en sciences humaines et sociales ».

[1] Christian Robin, « Les éditeurs publient-ils trop de livres? », *Communication et langages*, 2005, n° 143, p. 71-90.

[2] Bruno Blasselle, *Histoire de l'édition*, Gallimard, 2008.

[3] Marc Minon, « L'état de l'édition en sciences sociales », *Cahiers de l'économie du livre*, n° 4, déc. 1990, et Gfii, *L'édition scientifique française en sciences humaines et sociales, vol. II: L'économie de l'édition française de recherche en SHS*, 22 oct. 2009, p. 25-27.

[4] Gfii, *op. cit.*

[5] « La crise de l'édition des livres en sciences humaines et les difficultés de la critique », in *Politique autrement*, Lettre n° 17.

[6] Sophie Barluet, *Édition de sciences humaines et sociales: le cœur en danger*, PUF, 2004, p. 79.

[7] Bruno Auerbach, « Publish and perish: La définition légitime des sciences sociales au prisme du débat sur la crise de l'édition SHS », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 64, sept. 2006, p. 91.

[8] On peut répartir les éditeurs spécialisés en presses universitaires (23 %), organismes publics (19 %) comme le CNRS ou la Documentation française et enfin les éditeurs privés commerciaux ou associatifs (33 %).

[9] Cf. André Schiffrin, « Les presses universitaires américaines et la logique du profit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1999, n° 130, p. 77-80.

[10] John B. Thompson, « L'édition savante à la croisée des chemins », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2006, n° 164, p. 93-98.

[11] Auerbach, *op. cit.*, p. 90.

[12] « La circulaire du 20 mars 1998 exige ainsi, pour qu'un éditeur public non statutaire puisse publier un ouvrage relevant du domaine concurrentiel, "que l'offre du secteur privé soit insuffisante pour satisfaire complètement les besoins" » (Nicolas Hubert, « L'édition universitaire et de recherche publique françaises en mutation »).

[13] Gfii, *op. cit.*, p. 3.

[14] Mention spéciale aux petits éditeurs engagés, comme La Fabrique, Agone, Raisons d'agir, Syllepse qui publient des travaux critiques sur la société et contribuent au maintien d'une édition résolument indépendante.

MÉDIAS ET CLASSES POPULAIRES



Dans les rapports entre classes sociales, les « grands » médias ne sont pas des arbitres neutres, objectifs et impartiaux, mus par un pieux désir de dire le vrai sur le monde qui nous entoure. Ils ne sont pas non plus de passifs témoins, qui se contenteraient d'enregistrer les formes et l'issue des luttes entre ces classes, qu'il s'agisse de luttes matérielles pour le niveau des salaires, les conditions de travail, la qualité des emplois, etc., ou de luttes symboliques ayant pour objet la dignité d'un quartier populaire, l'image de salariés en lutte pour le maintien d'une usine ou le prestige de telle ou telle institution.

CETTE PRISE DE PARTI médiatique en faveur des classes possédantes et des institutions qu'elles dominent passe par l'occultation de ces luttes elles-mêmes, et par la stigmatisation explicite des classes populaires quand celles-ci ont le mauvais goût de se rebeller [1]. Elle n'est pas liée à un complot ourdi en coulisses par des réseaux occultes mais à des mécanismes liés à l'appropriation capitaliste des médias, ainsi qu'aux complicités structurelles qui se nouent entre des individus unis par l'appartenance aux classes dominantes : patrons de presse évidemment, mais aussi rédacteurs en chef et directeurs de rédaction, présentateurs-interviewers et éditocrates multicalques, philosophes médiatiques et économistes-banquiers rebaptisés « experts », etc. Si les contradictions de classe traversent les médias eux-mêmes, entre salariés et actionnaires mais aussi entre soutiens de l'information et chefaillons de la presse, la domination des seconds assure la mise au pas des récalcitrants et la fabrication d'une information de consensus, ne prêtant guère aux remises en question, et de consentement, favorisant l'adhésion au monde tel qu'il va.

Il existe évidemment des exceptions et de bonnes surprises, telle journaliste – Élise Lucet – parvenant par exemple à imposer une émission, « Cash investigation », mettant

certain grands patrons devant leurs responsabilités dans le chaos actuel. De même, certaines émissions – pensons évidemment à « Là-bas si j'y suis », qui s'est maintenue sur France Inter pendant 25 ans – et quelques médias indépendants se donnent pour objectif de donner la parole à ceux et celles qui ne l'ont guère. Mais ce ne sont généralement là que quelques gouttes d'impertinence critique dans un océan de complaisance à l'égard des puissants, et de mépris à l'égard des dépossédés. Car le peuple a mauvaise presse. On en trouvera d'ailleurs un indice dans le fait que la principale étiquette dont sont communément affublés les partis et représentants politiques critiquant l'ordre établi est celle de « populiste », permettant au passage d'effacer toute distinction entre « gauche de gauche » et extrême-droite. Cette dernière a d'ailleurs tout à gagner à une telle accusation, qui l'absout du bilan du fascisme historique, dont elle est historiquement issue, et l'associe à un peuple qu'elle tente justement de gagner à ses « idées » [2].

Reste que, le plus souvent, les membres des classes populaires sont tout simplement absents des médias, alors même qu'ils constituent un bloc social majoritaire dans la société française : ouvriers et employés composent environ 55 % de la population active (80 % si l'on ajoute les

professions intermédiaires). De même que ces catégories sont quasi inexistantes à l'Assemblée nationale [3], elles le sont dans l'information et les débats proposés, ou imposés, par les médias dominants. Ni leurs conditions d'existence et de travail, ni leurs intérêts et aspirations, n'ont généralement droit de cité dans l'espace médiatique. Une étude déjà ancienne montrait ainsi que, sur la période 1958-2000, les débats télévisés se caractérisaient par une extrême sous-représentation des classes populaires [4].

Les émissions passent, les programmes se modifient, mais les logiques d'exclusion sociale demeurent. Sur Canal+, « Le grand journal », par exemple, donne-t-il davantage la parole aux ouvriers et aux employés que « Nulle part ailleurs » ? Plus récemment, le journal *Fakir* a mesuré précisément le temps consacré aux classes populaires sur l'antenne de France Inter pendant une journée (de 5h à 23h). Verdict ? 18 minutes sur 18 heures, soit 1,7 % du temps d'antenne, quand artistes, experts, patrons et, évidemment, journalistes se partagent l'essentiel du temps d'antenne.

Voilà donc des médias de masse dont les « masses » et leurs conditions d'existence sont pour l'essentiel absentes. Les classes populaires constituent ainsi ce que Pierre Bourdieu nommait – parlant alors des paysans – une « classe-objet », autrement dit un groupe qui, en raison des mécanismes de dépossession économique, politique mais aussi médiatique, est parlé par d'autres plutôt qu'il ne parle d'une voix propre. La vision médiatique ne se manifeste jamais de manière aussi visible que lorsque sont invités à s'exprimer des porte-parole appartenant aux classes populaires, qu'il s'agisse par exemple de syndicalistes représentant des salariés en lutte ou d'animateurs habitant et travaillant dans des quartiers populaires. Qu'on se souvienne, entre mille exemples, de Xavier Mathieu, délégué syndical CGT des « Conti », grondé par David Pujadas en direct au 20h de France 2, ou de Samir Himi, éducateur à Clichy-sous-Bois, sommé en 2005 par Yves Calvi de dire aux jeunes révoltés de « rentrer chez eux ». Ces situations font apparaître en pleine lumière ce qui demeure masqué dans le fonctionnement ordinaire des « grands » médias, à savoir le parti pris médiatique en faveur des classes dominantes, et son pendant à l'égard des classes populaires : l'alternance entre l'indifférence, la morgue et le mépris.

Cela ne signifie pas pour autant que les classes populaires composeraient une masse amorphe d'individus hypnoti-

sés par les médias dominants. Ces derniers ne sont pas tout-puissants : une mobilisation médiatique en faveur de telle ou telle décision politique peut se voir opposer un mouvement social puissant parvenant à produire et diffuser ses propres analyses et solutions (pensons à la victoire du « non » lors du référendum de 2005 sur le Traité de constitution européenne ou au rejet du Contrat première embauche en 2006). Plus profondément, les médias ne sont pas en capacité de déterminer les conditions de réception et d'appropriation des contenus qu'ils proposent, notamment les informations. Cela impose un travail d'enquête et d'analyse qui ne s'en tient pas à ce

que les médias font des classes populaires, mais qui interroge également ce que les classes populaires font des messages et des images mis en circulation par les médias. Cette attention aux manières populaires de s'approprier les produits médiatiques permet non seulement de comprendre comment les médias dominants, qui apparaissent pourtant si éloignés des classes populaires, peuvent susciter en leur sein des formes d'adhésion, mais aussi sous quelles conditions des médias populaires sont possibles, au double sens de médias disposant d'une large audience dans ces classes et encourageant une politisation proprement populaire.



C'est l'ensemble de ces questions que notre dossier aborde, sans prétendre d'ailleurs clore les nécessaires discussions. Parce que les « grands » médias constituent une instance centrale de production du consentement à l'ordre établi, y compris parmi ceux et celles qui ont le moins à attendre de cet ordre, il est décisif de démonter les ressorts de cette production. Notre critique des médias n'a de sens que si elle contribue à dissoudre un tant soit peu ces formes de consentement, à mettre à nu le parti pris structurel des médias en faveur des possédants et à laisser entrevoir, non seulement d'autres médias, mais une autre société.

[1] H. Maler et M. Reymond pour Acrimed, *Médias et mobilisations sociales*, Syllepse, 2007.

[2] Voir *Médiacritique(s)* n° 14 (janvier-mars 2015) et son copieux dossier : « Médias et extrême-droite ».

[3] En 2012, on comptait parmi les députés 0,2 % d'ouvriers, 2,6 % d'employés et 6,2 % de professions intermédiaires, contre 81,5 % de cadres et professions intellectuelles supérieures.

[4] S. Rouquette, *L'Impopulaire Télévision populaire*, L'Harmattan, 2001.

« BANLIEUES » ET TRANSFORMATIONS DU JOURNALISME

L'analyse de l'organisation du travail rédactionnel fait apparaître une marginalisation des journalistes de la question sociale au profit des « faits diversiers ». Symptôme d'une redéfinition des pratiques journalistiques [1] ?

LA POSITION DES BANLIEUES DANS LA HIÉRARCHIE DES RÉDACTIONS

SI LA « BANLIEUE » ne constitue pas, dans tous les journaux ni à toutes les périodes, une spécialité journalistique, le vocabulaire employé pour caractériser le travail en banlieue – « Terrain miné », « bizutage » – renvoie bien à l'idée qu'elle ne fait pas partie des tâches les plus nobles à accomplir [2]. Dans la plupart des journaux, ce sont ceux « qui ont le moins d'expérience » qui y sont envoyés. Or, parce qu'ils sont jeunes justement, ces journalistes n'ont pas la maîtrise du produit final, celui-ci étant souvent reformulé par la rédaction en chef.

Dans son étude de la rédaction de France 2, Jacques Siracusa a souligné que, de façon générale, les chefs définissaient l'importance d'une information, « moins parce qu'ils ont les moyens d'abstraire une connaissance du terrain (ou des sources) que parce qu'ils occupent une position de définisseurs de perspective à appliquer au terrain [3] ». Ce principe se retrouve aux différents maillons de la production journalistique. Cela explique, au moins partiellement, qu'à 40 ans passés, couvrir « la banlieue » soit considéré comme un échec professionnel par beaucoup de journalistes [4].

La situation des « banlieues » dans les rédactions tient aussi à la hiérarchisation des spécialités journalistiques. Le prestige d'une rubrique étant associé aux caractéristiques de l'univers traité et des publics, il n'est guère étonnant de constater que les services dominants sont souvent ceux qui sont dédiés à la politique et à l'économie. Or, les quartiers d'habitat social de banlieue se singularisent par une faible concentration de capital économique, politique et culturel. Aussi, l'absence de profits matériels ou symboliques que les journalistes peuvent retirer de ces sujets et l'intériorisation des routines et des hiérarchies internes, éclairent-ils sur le « désintéret » dont ils pâtissent en dehors des événements exceptionnels. « Alors, toujours dans tes banlieues? », demande non sans dédain à une journaliste chargée de ces

questions, un collègue du service politique dans un grand quotidien national.

DEUX MODÈLES PROFESSIONNELS ?

On sait que « les frontières entre services renvoient plus généralement aux orientations éditoriales des entreprises de presse, à la densité des effectifs et à la division du

travail, aux rapports de force entre et au sein des services [5] ». Le découpage des rubriques et des services renvoie également à des principes de vision et de division du monde social particuliers. Les services « Société » regroupent une grande diversité de secteurs – le logement, la famille, l'immigration, la police, la justice, le sport, la science – permettant aux rédacteurs de faire valoir leur « expertise critique » autour d'une spécialisation d'ordre thématique [6]. Les Informations générales ou faits divers regroupent ordinairement les départements Police, Justice. La position occupée par ces services dans la hiérarchie rédactionnelle varie en fonction des titres et des périodes. Par exemple, le service « Société » a longtemps été le fer de lance de *Libération*. Inversement, au *Parisien*, ce sont les informations générales qui constituent le service stratégique. En fait, la domination des services « Société » n'est pas clairement fixée. À la rédaction de TF1, par exemple, les services « Informations générales » et « Étranger » sont regroupés dans un même service « Événement ». À France 2, c'est le service « Enquête-Reportage » qui regroupe les anciennes Informations générales [7]... Certains journaux ont créé leur propre dénomination, comme *Le Parisien*, à travers son service « Vivre mieux » qui rompt avec la vision pessimiste (ou sociale justement) contenue dans le terme « Société ». « Depuis une dizaine d'années, il y a ce que j'appelle "Jean qui rit et Jean qui pleure". "Jean qui rit", c'est "Vivre mieux", avec l'Éducation, la Santé, "Jean qui pleure", c'est nous, les Informations générales. La définition s'est élargie depuis six ans, on a touché de plus en plus de sujets de société. »



questions, un collègue du service politique dans un grand quotidien national.

Si l'appartenance à un service « Société » ou « Faits divers » n'est jamais figée, les journalistes pouvant passer de l'un à l'autre, elle oriente la façon de travailler en banlieue et fonde (au moins partiellement) l'identité des journalistes. Tout se passe comme si les spécialistes des faits divers incarnaient le pôle « viril », tant au regard des sources d'information (justice, police, cf. *infra*) que du vocabulaire et des pratiques utilisées. *A contrario*, les journalistes de la question sociale représenteraient plutôt les « aspects "maternels", protecteurs de l'État-providence [8] » (au *Parisien*, le service « Vivre mieux » est surnommé « le service des mamans »). Aux premiers, la débrouillardise, le goût du risque, aux seconds, la distance, la compréhension. C'est surtout à travers la façon dont les journalistes accèdent au terrain qu'ils se distinguent. Le fait d'entrer dans les cités HLM dans des circonstances particulièrement dramatiques et de recourir à des méthodes contestées, comme, par exemple, « mettre le pied dans la porte », caractérise les préposés aux banlieues, au prisme des « faits divers ». Les relations avec les populations sont d'autant plus difficiles que les sources des faits-diversiers (police et justice) ont tendance à ne percevoir ces lieux de vie qu'en fonction de la délinquance. Inversement, les journalistes qui travaillent hors des événements exceptionnels privilégient les élus, les associations et de façon générale, les acteurs qui participent de l'encadrement des classes populaires. L'accès au terrain y est moins un problème dans la mesure où l'information émane davantage de ces acteurs.

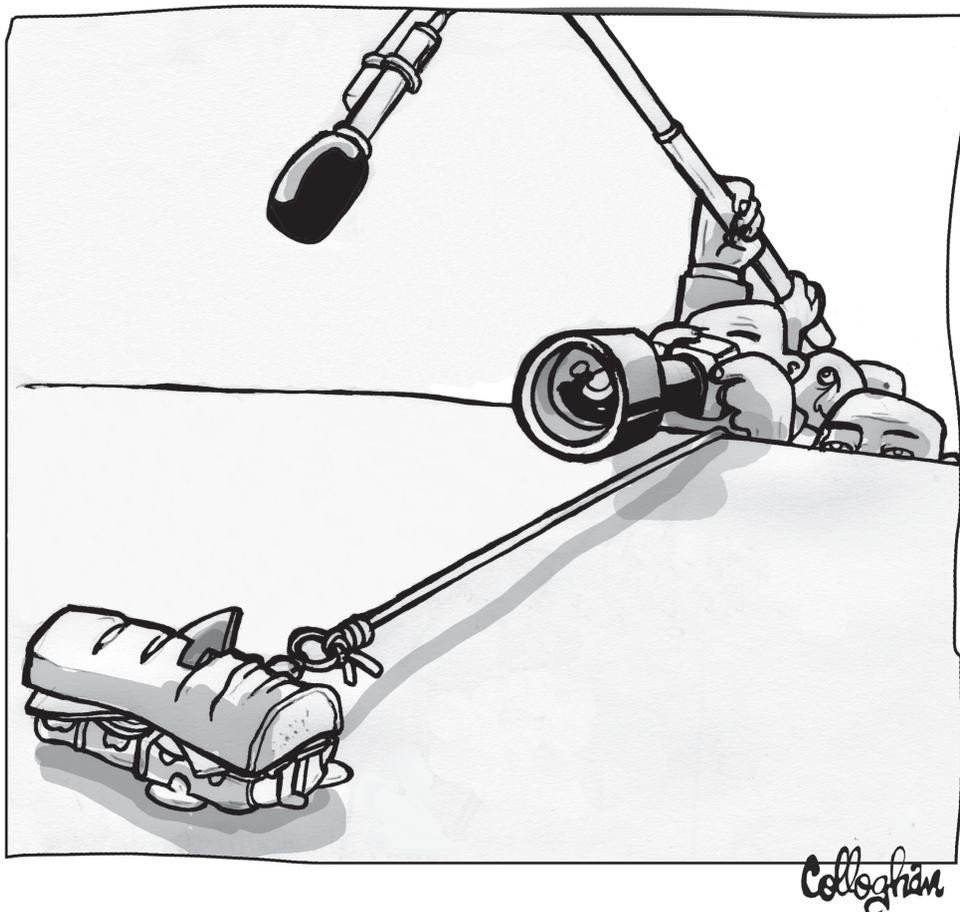
Sarkozy à huis clos en banlieue

11 AVRIL 2007 À 07:00



LE JOURNALISME EN BANLIEUE : UN RÉVÉLATEUR DES TRANSFORMATIONS DU MÉTIER ?

Circonscrites aux médias, plusieurs explications permettent de rendre compte de la façon dont les services « Faits divers » ont progressivement imposé leur définition de ce qui fait « événement » en banlieue et ceci, y compris dans la presse dite « de qualité ». L'introduction des techniques de managements au sein des entreprises de presse, et en particulier dans les rédactions télévisées, particulièrement soumises aux impératifs d'audience, ont conduit les dirigeants à réduire la durée des reportages. Ce règne de l'urgence pousse les journalistes à recourir à une information délivrée clé en main par les institutions avec lesquelles ils travaillent, sans procéder à des vérifications élémentaires. Les exigences de réduction des coûts ont également poussé les rédactions à recourir aux « pigistes » (ils représentaient presque 20 % des détenteurs de la carte de presse [9], tous supports confondus), ce qui, comme le souligne Erik Neveu, « fait peser sur le journalisme une pression salariale à la baisse [10] ». Ces contraintes, sur fond de dégradation des conditions de travail, poussent les journalistes à adhérer souvent « par défaut » au consensus [11]. Dans le même temps, la population des journalistes a changé : plus nombreux sur le marché du travail (entre 1955



Colloghan

et 1999, le nombre de titulaires de la carte de presse a été multiplié par 4,6 passant de 6836 à 31 902 journalistes [12]), ils sont plus jeunes (la moitié des détenteurs de la carte de presse a moins de 50 ans), plus féminins [13] et plus diplômés. Ils sont également, aujourd'hui, deux fois plus nombreux à sortir d'écoles de journalisme [14] que leurs aînés. Que le passage par un Institut de science politique constitue la voie royale pour intégrer ces écoles (entre 20 et 60 % des élèves reçus selon les sites et les années contre 7,6 % en 1983) qui alimentent en effectifs la presse nationale politique et parisienne, confirme la proximité (réelle ou souhaitée) du journalisme dominant avec le centre (économique, politique, symbolique) et sa distance (réelle ou souhaitée) à l'égard de la périphérie.

Tire également à conséquence la tendance au journalisme « polyvalent » disposant d'un savoir-faire lui permettant de traiter de sujets différents, au détriment d'un journalisme plus spécialisé. L'organisation du travail a en effet été marquée par une déssectorisation et la mise en place de pools de journalistes moins spécialisés, en particulier dans les rédactions télévisées [15]. Le journalisme en banlieue se caractérise par un important *turnover* empêchant les journalistes de connaître leur sujet, de se constituer et d'entretenir des relations sur le terrain et, ainsi, de se familiariser avec ces lieux et leurs populations. Parallèlement, on observe le fort recul d'un journalisme « engagé » au profit d'un modèle « professionnel », en même temps que la dimension technique du métier a pris le pas sur la dimension « intellectuelle [16] ».

Ce processus de « dépolitisation » au sens de positionnement par rapport à un parti, à un syndicat (qui n'est pas réductible au secteur du journalisme) oriente le choix des interlocuteurs dans les quartiers d'habitat social, où les « tranches de vie » sont préférées aux analyses et aux discours de portée plus générale. Une façon, pour les journalistes, de conserver le monopole de « l'interprétation des banlieues » ?

[1] Cet article est une version remaniée par l'auteure, Julie Sedel, du troisième chapitre de son livre, *Les médias et la banlieue*, INA/Le bord de l'eau, 2009.

[2] Everett Hugues a montré comment dans chaque activité professionnelle existaient des tâches plus ou moins nobles à accomplir (*Le Regard sociologique*, EHESS, 1996).

[3] Jacques Siracusa, *Le JT, machine à écrire. Sociologie du travail des reporters à la télévision*, De Boeck/INA, 2001, p. 44.

[4] Sauf pour ceux qui, sortis de leur rédaction pour des postes de contrôle des moyens de production entrent « dans l'univers de la production personnalisée et signée » (Siracusa, *op. cit.*, p. 43).

[5] Nicolas Kaciaf, *Les Métamorphoses des pages politiques dans la presse écrite française (1945-2000)*, Thèse de science politique, Université Paris-I, 2005, p. 21-22.

[6] Jean-Gustave Padioleau, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, 1976, p. 276.

[7] Sur le traitement journalistique des sujets « banlieue » à France 2, cf. Jérôme Berthaut, « La mise en images du "problème des banlieues" au prisme de la division du travail journalistique », *Agone*, n° 40, 2008, p. 109-130.



[8] Erik Neveu, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*, vol. 13, n° 51, 2000, p. 179-212.

[9] Leur part est en réalité bien supérieure: beaucoup d'entre eux ne pouvant effectuer le nombre d'heures suffisant pour obtenir la carte de presse ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques.

[10] Érik Neveu, *Sociologie du journalisme*, La Découverte, 2004. Sur la précarité dans l'audiovisuel, cf. Alain Accardo et al., *Journalistes précaires*, Le Mascaret, 1998.

[11] Sur ce point, cf. Accardo et al., *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Le Mascaret, 1995.

[12] La période la plus favorable au recrutement, qui se situe entre 1978 à 1992 (15 500 à 27 000 journalistes, soit une augmentation de 57 %), correspond au renouvellement du paysage médiatique audiovisuel français et à l'extension du marché publicitaire. La plus importante progression concerne les médias audiovisuels: 13,5 % des journalistes y travaillent en 1983, 17,1 % en 1990, 20,9 % en 1999 (soit un cinquième de la profession contre un dixième au début des années 1960). Rémy Rieffel, « La profession de journaliste entre 1950 et 2000 », *Hermès*, n° 35, 2003, p. 49-59.

[13] Les femmes représentaient 15 % des journalistes en 1965, puis 20 % en 1974, pour atteindre 39 %, en 1999. Minoritaires dans la presse de province (écrite et télévisée), dans les agences photographiques, elles sont sous-représentées dans les fonctions hiérarchiques et dans certains secteurs.

[14] 14,8 % des détenteurs de la carte de presse possédaient, en 1999, un diplôme des onze écoles de journalisme reconnues par la convention collective.

[15] Guillaume Garcia, *Les Causes des « sans » à l'épreuve de la médiatisation. La construction médiatique des mobilisations sociales émergentes: enjeux et perspectives*, Thèse de science politique, Université Paris-IX, 2005.

[16] Sandrine Lévêque, *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, PUR, 2000.

CLASSES POPULAIRES MOBILISÉES, CLASSES POPULAIRES MÉPRISÉES : RETOUR SUR LA GRÈVE DES CHEMINOTS (JUIN 2014)

Difficile de parler du traitement médiatique des classes populaires sans s'intéresser à la couverture des mobilisations sociales. En effet, la façon dont les « grands » médias relatent lesdites mobilisations en dit long sur leur vision des classes populaires, y compris et notamment lorsqu'elles deviennent des acteurs de la vie politique, en contestant certaines mesures gouvernementales, en défendant leurs droits. La couverture médiatique de la grève des cheminots de juin 2014 est un exemple exemplaire du mépris affiché par les médias dominants pour certaines catégories de la population, auxquelles on ne donne jamais la parole : des populations qui ne parlent pas, mais qui sont « parlées ».

LES FANTASIES SONDAGIÈRES DU *PARISIEN*- AUJOURD'HUI EN FRANCE

UNE FOIS n'est pas coutume, on commencera d'abord par remercier *Le Parisien-Aujourd'hui en France* pour avoir commandité et publié le sondage qui consacre la défaite, voire la faillite du journalisme d'information dans la couverture de cette mobilisation.

En effet, le 17 juin, le quotidien affichait en Une : « 3 Français sur 4 contre la grève », ajoutant en commentaire : « Notre sondage montre qu'une très grande majorité de Français ne comprennent pas ce conflit, qui les pénalise. »

« Une très grande majorité de Français... » auraient donc été pénalisés par cette grève... Comme si « une très grande majorité de Français » (nourrissons et retraités compris?) prenaient le train chaque jour... Mettons ce commentaire quelque peu excessif sur le compte de l'élan et de l'indignation du rédacteur. « Ne comprennent pas ce conflit »? Est-ce à dire qu'ils ne font pas preuve

de compréhension à l'égard des grévistes ou qu'ils ne comprennent pas les raisons du conflit? La suite du sondage présentée en page 3 fournit quelques indices intéressants pour lever cette ambiguïté...



On y apprend en effet, en réponse à une autre question, que « 34 % des Français connaissent précisément les revendications des syndicats ». 34 % seulement... Dans ces conditions, que veulent dire les 76 % de sondés qui, selon *Le Parisien*, seraient opposés à la grève? À quoi s'opposent-ils vraiment? Avec quelle intensité? Tout porte donc à croire que, comme trop souvent, ce sondage et son commentaire se contentent d'amalgamer des réponses disparates pour produire une opinion et une majorité de papier... Mais, toute réserve mise à part sur la fabrication de cette opinion pour sondage, comment ne pas saluer le courage aveugle du quotidien qui avoue ainsi, sans même s'en rendre

compte, que les médias ne sont pas parvenus (parce qu'ils n'ont pas essayé) à informer sur la « réforme » et sur les revendications des grévistes.

UNE PASSION SUBITE POUR LES MODES DE DÉPLACEMENTS DES LYCÉENS

En effet, si plus des deux tiers des sondés du *Parisien-Aujourd'hui en France* avouent ne connaître ni les tenants ni les aboutissants de cette grève, ce n'est certainement pas dans les grands médias qu'ils pourront s'informer: comme de coutume, le traitement de la grève s'est limité à rabâcher les difficultés des usagers – ce qui, soit dit en passant, ne doit pas contribuer à la popularité du mouvement dans « l'opinion ». À ceci près que ces derniers jours, à la complainte du voyageur « las », « fatigué », « en colère », « excédé », etc., est venu s'ajouter, miracle du calendrier scolaire, le « stress » du candidat au baccalauréat devant se rendre dans un centre d'examen!

Commençons par préciser, en nous appuyant sur un article du monde.fr (dont la rubrique « Les décodeurs » semble, sur ce dossier, jouer contre... *Le Monde* et sa couverture banalement anti-syndicale), que selon la CGT, seulement « 8 % des lycéens prennent le train », tandis que *Le Parisien* estime que « 40 000 lycéens se rendent en train au centre d'examens du bac », soit un peu moins de 6 % des 687 000 candidats...

... Ce qui n'a pas empêché *Le Parisien* lui-même, en dépit de sa propre évaluation chiffrée, de titrer deux articles parus les 16 et 17 juin (« *Grève SNCF: les candidats au bac racontent leur galère* », et « *Les candidats au bac à rude épreuve* »), ni les JT de TF1 et de France 2 d'accorder une place de choix à ce télescopage – sans conséquence – entre l'actualité sociale et l'actualité scolaire...

Un télescopage qui aura en tout cas stimulé l'inspiration des présentateurs et des journalistes des deux principaux journaux télévisés qui, à défaut d'informations pertinentes, auront multiplié les bons mots et les métaphores. Passage en revue de quelques séquences représentatives et de quelques perles montrant toute la bienveillance des grandes rédactions envers les grévistes:

Samedi 14 juin

TF1 – 20h

– Lancement de Claire Chazal: « *Et pour le moment on ne sait pas quand le mouvement de grève à la SNCF prendra fin, autant dire que les bacheliers qui vont passer leurs épreuves lundi et qui vont devoir se déplacer sont inquiets. Les autorités ont promis de tout faire pour rassurer les candidats en acceptant notamment de prolonger l'examen en fonction des retards.* »



– Ouverture du reportage: « *Parmi les milliers de voyageurs qui cherchent leur train, des bacheliers en attente d'une solution pour lundi matin, épreuve de philosophie, question: peut-on accepter d'être esclave d'un mouvement social?* »

Dimanche 15 juin

France 2 – 13h

– Lancement de Laurent Delahousse: « *Un mouvement qui inquiète les familles et les lycéens car ce lundi ils devront se rendre dans leur centre d'examen pour la première épreuve du bac, la philo, des passes prioritaires seront distribués, vous allez le voir.* »

France 2 – 20h

– Annonce des titres: « *Une séquence décidément difficile pour la SNCF: 6^e jour de grève et 700 000 lycéens qui espèrent arriver à l'heure pour leurs examens, demain c'est le jour J pour le bac philo.* »

– Lancement de Laurent Delahousse: « *Vous le savez ce conflit intervient en pleine période d'examens. Peut-on accéder au bonheur dans une société en crise? Voilà un sujet qui pourrait demain alimenter bien des commentaires dans l'épreuve de philosophie. 700 000 lycéens et leurs parents s'interrogent en tout cas ce soir: seront-ils à l'heure pour leur examen? En tout cas certaines mesures ont été mises en place afin de tenter de gérer au mieux cette situation.* »

Lundi 16 juin

TF1 – 13h

– Lancement de Jean-Pierre Pernaut: « *Le bac a donc commencé, et d'autres examens, comme les CAP et les BEP, avec pour la première fois un jour comme celui-là une grève des trains, donc, 14 % de grévistes seulement, mais encore de grosses perturbations. À Clermont-Ferrand, par exemple, la gare a été complètement bloquée très tôt ce matin par des grévistes, même les trains qu'on avait promis aux lycéens n'ont pas pu circuler. Une grève qui n'est pas responsable disait tout-à-l'heure à la radio le Premier ministre Manuel Valls. Pour des dizaines de milliers de lycéens allant passer le bac, ça faisait un stress de plus.* »

– Commentaire du reportage: « *Prudence, sagesse et anticipation, rien à voir avec les sujets de philosophie, mais ce sont les trois vertus cardinales pour tout candidat confronté à une grève un jour d'examen.* »

– Micro-trottoir avec une lycéenne dans une gare parisienne: « *Je suis partie tôt (petit rire étouffé)... c'est tout. – Ça rajoute un peu de stress? – Plus ou moins (dubitative)... On fait avec, hein...* »

– Suite du reportage dans la région Nord où « *les élèves ont pris leurs dispositions avec la complicité bienveillante des*

parents qui ont parfois dû prendre un jour de congé pour permettre à leurs enfants de plancher. »

– Conclusion, qui fait honneur à la pugnacité des équipes de TF1 qui n'auront pas fait le pied de grue pour rien devant les grilles du lycée, en ramenant ces images furtives mais spectaculaires: « *Finally les retardataires auront été peu nombreux, certains ont quand même dû escalader les grilles du lycée.* »

France 2 – 13h

– Annonce des titres: « *Merci de nous rejoindre. Le stress des transports ajouté au stress du baccalauréat. Certains des 687000 lycéens ont dû mettre le réveil un peu plus tôt ce matin à cause de la grève à la SNCF, système D de rigueur pour être à l'heure à l'examen et 6^e jour de grève avec toujours pas de sortie de crise en vue.* »

– Lancement du reportage: « *Il a fallu s'organiser, faire sonner le réveil un peu plus tôt pour ceux qui devaient prendre le train, anticiper le départ de la maison afin d'arriver à l'heure au centre d'examen, une matinée forcément stressante. Heureusement, de nombreux parents se sont rendus disponibles pour leurs enfants.* »

TF1 – 20h

– Lancement de Gilles Bouleau: « *C'est une discipline qui demande de la concentration, de l'inspiration, et cette année un certain sens de l'organisation. La philosophie a ouvert le bal du baccalauréat 2014, l'épreuve a commencé par un problème de mathématiques: comment arriver à l'heure en salle d'examen lorsqu'un train sur deux ne circule pas?* »

– Extraits du commentaire d'un reportage à base de micro-trottoirs: « *Et pour ceux qui n'ont pu échapper au chemin de fer, avec un TER sur deux trains inter-cités sur cinq, mieux valait être philosophe avant l'heure, comme ici à Dijon, il est 6h30, Guillaume doit se rendre à Mâcon* »; « *Suffit-il d'avoir le choix pour être libre? Ceux qui ont planché sur ce sujet de philosophie pourront l'appliquer concrètement demain matin avec la poursuite de la grève des cheminots.* »

– Et finalement, toujours la même conclusion: « *Selon le ministère de l'Éducation nationale, le nombre de retardataires est le même que l'an dernier, 269 candidats ont même bénéficié aujourd'hui de consignes particulières.* »

France 2 – 20h

– Même conclusion de David Pujadas: « *Et cette grève n'a pas trop perturbé les débuts du bac général. La SNCF avait déployé les grands moyens et les familles avaient pris les devants.* »

À la fin d'un reportage montrant une énième fois les expédients trouvés par les uns et les autres, qui indifférents à ces petits tracas, qui fatalistes, qui maugréant, David Pujadas reprend la parole en plateau: « *Bonsoir Guillaume Daret, trois questions avec vous qui reviennent souvent sur ce mouvement...* »

Stupeur parmi les observateurs d'Acrimed: David Pujadas – faisant enfin honneur au service public – s'appropriait-il à soulever quelques-unes des questions qui permettraient de comprendre ce mouvement social, comme: quel est le contenu de la réforme ferroviaire proposée par le gouvernement? Qu'est-ce qui pose problème aux cheminots

dans ce projet? Quelles sont leurs revendications? Quel est l'avenir du service public de transport ferroviaire?

Que les contempteurs de David Pujadas se rassurent, la suite ne devrait pas trop les décevoir: « *D'abord est-ce que les jours de grève sont rémunérés ou déduits de la fiche de paie des grévistes? Deuxième question: est-ce que ce qu'on a appelé le service minimum s'applique depuis une semaine? Dernier point: quel est le coût de cette grève pour la SNCF?* »

COMMENTER SANS INFORMER, DÉBATTRE SANS CHEMINOTS

Commenter la grève sans informer sur les revendications des grévistes et ne leur accorder la parole que sous forme de micro-trottoirs: telles sont les dures lois des télévisions généralistes. Mais le comble fut atteint sur France 5, la soi-disant « chaîne du savoir ». C'était sur le plateau de « C dans l'air », le 16 juin, sous le titre éloquent « Valls résiste aux syndicats »:

INVITÉS



Christophe Barbier
Directeur de la rédaction de
L'Express



Bernard Vivier
Directeur de l'Institut
supérieur du travail



Catherine Nay
Editorialiste



Claude Weill
Directeur de la rédaction du
Nouvel Observateur

Comme l'avait noté Sébastien Fontenelle sur Twitter: « *On a failli inviter un(e) syndicaliste, mais on s'est dit que ça risquait de pourrir l'ambiance.* »

Bien qu'annoncée 48h à l'avance, la prise en otage du baccalauréat par les cheminots en grève, promise dans tous les médias, ne s'est donc pas produite – et pour cause, elle ne pouvait avoir lieu puisque l'immense majorité des candidats n'avaient pas besoin de prendre le train pour se rendre sur leurs lieux d'examen. Ce qui n'a pas empêché plusieurs éditions successives des principaux journaux télévisés d'insister lourdement, de généraliser et de dramatiser à l'envi les angoisses supplémentaires occasionnées à de pauvres adolescents et à leurs familles... Mais doit-on s'étonner qu'une si belle occasion de dénigrer cette grève ait été aussi largement exploitée?

Et pendant ce temps, l'essentiel du public (et des journalistes?) ignorait toujours ce que contenait le projet gouvernemental, ce que contestait les cheminots dans cette réforme ferroviaire, la nature de leurs revendications, et l'avenir que réservent au service public de transport ferroviaire la passion bruxelloise pour la concurrence, et celle de nos élites politico-médiatiques pour « la réforme »... Un mépris social à peine dissimulé, qui témoigne du peu de considération que portent les « grands » médias aux classes populaires et aux salariés, *a fortiori* lorsqu'ils décident d'essayer de se faire entendre...

QUELS MÉDIAS POUR LES CLASSES POPULAIRES ?

Pourquoi les classes populaires préfèrent-elles les médias de la domination aux médias qui la dénoncent? Vincent Goulet, sociologue des médias et des classes populaires, nous propose une explication, et des pistes de réflexion pour qui voudrait « redonner la parole au peuple ».

POURQUOI LES CLASSES POPULAIRES se tournent-elles plus volontiers vers *Le Parisien*, TF1 ou encore RTL plutôt que vers *L'Humanité*, Arte ou *CQFD*? Pourquoi privilégient-elles les médias commerciaux, détenus par des groupes industriels ou d'entertainment, qui défendent si bien les intérêts des groupes dominants et parlent si mal d'elles-mêmes? L'explication selon laquelle le public, cire molle soumise à la propagande du capital et de ses valets journalistes, serait perverti et détourné des vraies questions politiques et sociales est un peu courte. La sociologie de la réception a remis en cause depuis longtemps la théorie des « effets forts » des médias et les explications mécanistes qui en découlent (le résultat du référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen devrait pourtant avoir affranchi les plus fervents tenants du « complot médiatique »). Certes, bien des journalistes et éditocrates jouent de manière intéressée ou complaisante les chiens de garde; certes, les effets de cadrage des médias dominants sur la construction des problèmes publics sont réels; mais comment expliquer que le « peuple » s'accommode si bien d'écouter la « voix de son maître »? Ne faut-il pas tenter de saisir d'une autre façon qu'en termes de domination le rapport entre peuple et médias?

Contrairement à ce que laisse accroire l'histoire rétrospective et autocébrante du journalisme officiel (la lente marche vers la liberté de la presse depuis les Lumières jusqu'à la République), les médias d'information n'ont pas pour seul rôle d'apporter des éléments, si possible vérifiés et « objectifs », à la construction des opinions personnelles. Leurs usages quotidiens sont bien

plus larges. Ils sont distinctifs, au sens de Pierre Bourdieu, car en choisissant et en affichant sa préférence pour un journal ou une chaîne de télévision, on se classe socialement. Ils sont aussi expressifs et normatifs: à travers ses commentaires du spectacle du monde, acquiescements ou indignations, chacun peut réaffirmer et transmettre à ses proches (famille, amis ou collègues) ses valeurs et sa vision de la vie en société. Ils sont « identitaires », dans la mesure où le positionnement par rapport aux informations médiatiques est une forme de réassurance sur soi-même, de sa place dans l'ordre du monde, qui permet la « persévérance dans l'être ». Ils sont aussi d'ordre cathartique, dans le sens où le récit médiatique des infractions à l'ordre du monde (accidents, crimes, catastrophes naturelles, etc.) permet de mettre à distance, de gérer psychiquement la perspective indépassable de la perte de ses proches et celle de son propre trépas. Ainsi, à travers les médias, ceux qui sont « au bas de l'échelle sociale » parviennent à alléger au moins symboliquement les effets de la domination qu'ils subissent au quotidien, en exprimant par exemple leur indignation face aux injustices, par des « coups des gueules » envers les « gros » et les « élites », ou encore en composant avec les aléas d'une existence soumise à la précarité à travers les faits divers [1].

Il faut reconnaître que ces usages sociaux (on pourrait dire ces fonctions sociales, si l'on reconnaît aux médias la capacité de répondre de manière systémique à des besoins sociaux) sont beaucoup mieux pris en



charge par les médias commerciaux que par les médias de gauche à visée émancipatrice. Ces derniers, préoccupés par l'ambition d'offrir une analyse critique et argumentée de la société, de dévoiler les mécanismes souvent complexes de domination, privilégient la démonstration rationnelle et en oublient les autres dimensions du discours médiatique, sans doute plus triviales mais chères aux classes populaires. Un « effet de champ » oriente les journalistes les plus à gauche vers un microcosme où se croisent d'autres rédacteurs de médias critiques mais aussi des universitaires, des essayistes, des responsables d'organisations citoyennes ou politiques, autant d'agents auprès desquels ils doivent tenir leur rang pour continuer d'exister selon la logique intellectuelle et scientifique propre à cet espace.

Les médias commerciaux n'ont pas cette contrainte, leur objectif étant au contraire de maximiser leur audience quitte à recourir aux stéréotypes et aux raccourcis cognitifs les plus élémentaires – le propre des « idées reçues » étant de ne pas trop remettre en cause les routines de pensée des récepteurs. L'habileté de TF1, M6, RMC, du *Parisien* et de quelques autres est de s'appuyer sur le sens commun et de cultiver l'ambiguïté pour répondre aux besoins psychologiques et sociaux présentés rapidement plus haut sans mettre réellement en discussion publique les interprétations possibles des représentations et discours qu'ils produisent. Comme dans tout espace de production de biens culturels, les acteurs du champ médiatique sont en lutte pour définir les événements dignes d'être traités, leur hiérarchie, les mots légitimes pour en rendre compte, etc. Dans ce processus commun et conflictuel, se construisent les règles qui permettent l'autonomie, au moins relative, du champ. Or, la participation des journalistes des rédactions commerciales à ce conflit de définition n'est plus explicite, ni reliée à des normes professionnelles plus ou moins partagées, mais indirecte, dans la mesure où ils se situent non plus dans le registre de l'information (dont le but est d'être discutée politiquement) mais du « spectacle », entendu au sens de Guy Debord, comme représentation indépendante qui « échappe à l'activité des hommes, à la reconsidération et à la correction de leurs œuvres ». L'objectif des rédactions des médias commerciaux est de faire écho à ce fonds inconscient (et néanmoins historicisé) qui serait donné en partage à tout individu, réalisant ainsi en pratique la formule de Adorno: « Tout le bruit silencieux qui résonne depuis toujours dans nos rêves, les gros titres des journaux lui font écho quand nous sommes éveillés [2] ».

Pour donner un exemple de cette production d'information « spectaculaire », une analyse d'un journal télévisé de 20h de TF1 (par exemple celui du 2 mars 2015) permet de saisir sur quels schèmes,



c'est-à-dire sur quelles « catégories intermédiaires entre la perception et l'entendement », sur quels « socles interprétatifs », les reportages diffusés s'appuient, tout en s'exonérant de la mise en discussion politique. Le journal de Gilles Bouleau, comme un service qui enchaîne les bons petits plats au téléspectateur, parvient à évoquer de manière factuelle des sujets économiques, sociétaux et géopolitiques particulièrement importants sans jamais se risquer à un début d'analyse, chaque téléspectateur restant libre de projeter sur les images (toujours soignées) et leurs commentaires (toujours mesurés) son propre système de valeur et sa propre vision du monde.

Durant ce JT, il aura été ainsi possible de fustiger des « puissants »: des administrateurs d'une sécurité sociale « complexe », des médecins qui apparaissent peu généreux face à la généralisation du tiers payant, des multinationales de la distribution d'eau qui coupent impitoyablement le robinet à des pauvres, des « instances européennes » qui se mêlent de tout et même de l'éducation de nos enfants en voulant interdire la fessée. Ce fort recours au « schème hiérarchique », à partir de l'opposition entre les « petits » et les « gros », ne s'appuie sur aucune analyse des profits et de la logique des profits mise en place par ces « puissants ». La séparation entre ce qui est platement montré et la prise de conscience qui pourrait en découler est renforcée par la focalisation sur la dimension normative: très vite, le commentaire se rabat sur un registre moral, par

exemple sur les limites qu'il convient d'imposer aux conduites individuelles afin de « lutter contre les abus », sujet inépuisable des discussions populaires et relié au « schème d'équité » qui articule les exigences d'ordre et de justice.

Autre sujet particulièrement populaire (le prolétaire étant à Rome le « citoyen pauvre qui ne compte aux yeux de l'État que par ses enfants »): les maltraitances subies par les enfants. Deux reportages, disjoints dans le cours de ce JT, les évoquent sans qu'il soit possible de discerner les priorités. Le premier pose une « véritable question de société qui concerne des millions de parents ou d'enfants »: l'usage de la fessée à des fins éducatives. Il ne discute pas la légitimité de cette pratique mais se conclut sur une remarque déstabilisante (« les parents français devront trouver d'autres solutions pour se faire respecter »), qui renvoie une fois de plus aux schèmes hiérarchiques et d'équité. Autre « sujet de société, tabou et mal connu dont les conséquences sont souvent destructrices », les mineurs victimes de violences sexuelles. Le reportage met l'accent sur le manque de prévention, de repérage ou de prise en charge de ces violences mais ne brise en rien le « tabou » susnommé en évitant soigneusement d'utiliser le mot « inceste » [3]. Ce véritable problème de société (qui toucherait 2 millions de personnes en France) est abordé mais ses termes falsifiés. Superficiellement mis en contact avec un phénomène qui le concerne peut-être, le spectateur est égaré dans un traitement journalistique qui prend

garde de ne pas choquer l'audience et de préserver le modèle familialiste, particulièrement central dans les milieux populaires.

La falsification qu'entraîne la volonté de fédérer au maximum le public produit des effets que l'on pourrait trouver cocasses: ainsi, à l'occasion de la sortie d'un disque d'hommage cinq ans après sa mort, Jean Ferrat est présenté comme un chanteur « humaniste » et « engagé », sans que le mot « communiste » ne soit prononcé! Chacun restera libre de mettre le contenu politique et idéologique qu'il voudra sur les termes égrenés dans ce reportage: « liberté », « France », « travailleurs », etc. Le travail d'interprétation est totalement laissé au spectateur sans qu'il soit nourri d'éléments d'analyse substantiels et encore moins stimulé par un débat contradictoire. Isolé devant sa télévision, il reste néanmoins actif et passe les messages médiatiques au filtre de son expérience personnelle et de son positionnement social, mais sans qu'une intersubjectivité ne soit possible en dehors du cercle restreint de ses proches, de façon à faire évoluer sa vision du monde.

Le JT de TF1 parvient ainsi à mettre en circulation dans l'espace médiatique des sujets graves, qui touchent au plus profond des existences de chacun, tout en les désamorçant pour leur donner un caractère « fédérateur ». En ce sens, il mène une politique toute particulière de dépolitisation, où le public est considéré comme une somme d'individus atomisés, un agrégat où la discussion, même imaginée [4], n'est pas même pensable: « Le spectacle réunit le séparé, mais il le réunit en tant que séparé [5] ».

On ne peut détailler ici les autres schèmes sur lesquels s'appuie le discours médiatique de TF1: le « schème de la fragilité et de la perte » (ce jour-là mobilisé à travers le braquage du musée de Fontainebleau et la mise au point de drones pour rechercher les victimes d'avalanches), le « schème d'enveloppe » (à travers un long reportage sur les coulisses du porte-avions Charles de Gaulle, « le signe le plus tangible, le plus concret de l'engagement de la France dans la guerre contre l'organisation État islamique », où l'armée est présentée comme dévouée et protectrice). Sans qu'ils déterminent ou commandent directement les interprétations et sans qu'ils ne soient réductibles à des idéologies précises, des visions du monde structurées

ou des compétences politiques bien déterminées, ces schèmes peuvent être considérés comme des « figurations stabilisées » d'expériences individuelles et collectives qui servent de cadre organisateur à l'interprétation d'expériences ultérieures ou des messages reçus. Quand il s'adresse à des publics populaires, et quels que soient les objectifs discursifs (politiques, économiques, culturels), l'énonciateur ne peut faire l'impasse sur ces schèmes, au risque de ne pas être entendu, c'est-à-dire de ne pas faire écho au « bruit silencieux qui résonne dans leurs rêves ».

Pour lutter contre la relégation des classes populaires dans les sous-espaces du champ médiatique régis par les logiques économiques, il faudra bien inventer des médias à la fois populaires, progressistes et émancipateurs qui prennent en compte les usages sociaux de ceux qui vivent « au bas de l'échelle sociale », des médias qui utilisent cette « langue fraîche » et accessible que réclamait Jules Vallès, le directeur du *Cri du Peuple* à la fin du XIX^e siècle, des médias qui permettent la rétroaction de tous les publics, leurs « coups de gueule » et la confrontation des points de vue, des médias qui soient résolument ancrés dans des territoires vécus et non dans des abstractions idéologiques. « Redonner la parole au peuple » suppose que la médiatisation des rapports sociaux cesse de se substituer aux rapports sociaux eux-mêmes, que de nouvelles formes de journalisme puissent donner aux membres des classes populaires une image du monde et d'eux-mêmes dans laquelle ils puissent se reconnaître et par laquelle ils puissent se dépasser.

À défaut, l'extrême droite risque de l'emporter: elle développe, en même temps qu'une critique sommaire des médias que l'on trouve parfois aussi, hélas, à gauche, des médias « alternatifs » qui se veulent accessibles (voir le succès de fdesouche.com et la multiplication des sites de « ré-information » de la nébuleuse d'extrême droite [6]), elle impose son vocabulaire dans les médias généralistes et jusqu'au discours présidentiel (cf. l'emploi de l'expression « Français de souche » par François Hollande le 23 février 2015). Mener cette lutte culturelle contre la réaction suppose de combiner la critique des médias dominants et l'immersion dans les cadres de vie des membres des classes populaires, pour accompagner leur propre prise de conscience politique, même tâtonnante, et dégager avec elles et eux les chemins de leur propre émancipation.



[1] Dans *Médias et classes populaires, réédité en poche* (INA Éditions), j'ai tenté de détailler tous les usages sociaux de ces biens culturels particuliers que sont les informations médiatiques.

[2] Theodor Adorno, *Minima Moralia*, 1951.

[3] En 2000, la DDAS estimait déjà que 90 % des sévices sexuels sur mineurs s'exercent dans la sphère familiale.

[4] Pour reprendre les mots de B. Anderson, qui dans son ouvrage *L'imaginaire national* (*Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 1983) a très bien montré le rôle de la presse dans la constitution des groupes nationaux.

[5] Guy Debord, *La société du spectacle*, 1967.

[6] Sur la «ré-information» et la critique des médias venue de l'extrême droite, voir le dossier du n° 14 de *Médiacritique(s)*.

UN MÉDIA POPULAIRE EST-IL POSSIBLE ?

Ingrid Hayes est historienne, associée au Centre d'histoire sociale du XX^e siècle [1]. Elle revient dans cet entretien sur l'expérience de Radio Lorraine Cœur d'acier (LCA), initialement lancée par la CGT en mars 1979 et qui durera un peu plus d'un an. Dans le contexte des luttes ouvrières contre le démantèlement de la sidérurgie lorraine, LCA a prétendu constituer un véritable média populaire, posant dans la pratique toutes les questions relatives à l'appropriation populaire des médias.

Pourrais-tu revenir dans un premier temps sur le contexte – sociopolitique, médiatique, local – qui a rendu possible Radio Lorraine Cœur d'Acier (LCA)

Radio Lorraine Cœur d'acier émet, dans sa forme initiale, du mois de mars 1979 au mois de juillet 1980. Elle est issue d'un double contexte. Côté médias, la bataille pour la libéralisation des ondes est en cours depuis 1977, avec le développement de ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement des radios libres. Les organisations de la gauche politique et syndicale ne se désintéressent pas de cette mobilisation. Elles hésitent cependant sur la manière de traduire ces aspirations, étant notamment majoritairement hostiles à la fin du monopole d'État sur la radiodiffusion. Le PCF rêve de radios municipales mais n'ose franchir le pas de l'illégalité. La CGT, dotée d'un récent secteur « propagande », est également en pleine réflexion. En décembre 1978, l'histoire des radios libres croise celle de la sidérurgie, à Denain et, surtout, Longwy. Dans cette enclave mono-industrielle, les maîtres de forge se sont assurés le monopole sur la main-d'œuvre, empêchant le développement d'autres activités que la sidérurgie. Celle-ci est déjà en crise depuis plus de 15 ans. Malgré une succession de plans de reconversion,



elle est déclassée au niveau mondial, et se retrouve en état de faillite, au point que l'État en prend le contrôle et organise progressivement le démantèlement. En 1978, on annonce 21 500 suppressions d'emplois dont 6 500 à Longwy.

Tandis qu'Usinor « frappe Longwy à mort » et qu'une large mobilisation s'organise, la CFDT locale riposte en lançant SOS Emploi, une radio clandestine, dont la diffusion est assez confidentielle mais qui a un très fort impact symbolique. C'est le moment pour la CGT de concrétiser le projet qui était resté dans les tiroirs :

les dirigeants confédéraux y sont favorables et les militants locaux souhaitent disposer de leur propre outil face à la concurrence de la petite CFDT. L'occasion est donnée par la préparation d'une manifestation nationale prévue à Paris le 23 mars 1979. Radio Lorraine Cœur d'acier est lancée le 16 mars. Avec une durée de vie prévisible de quelques semaines seulement, elle a pour vocation d'amplifier la mobilisation pour le 23, et de renforcer le rayonnement de la CGT. Celle-ci y investit des moyens considérables, techniques (un émetteur de 600 watts – ce qui permet une diffusion sur un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres – acheminé discrètement depuis l'Italie) et humains (l'attribution à la radio de deux journalistes professionnels, tous deux collaborateurs de la CGT et du PCF et ayant déjà goûté à l'aventure des radios libres, Jacques Dupont et Marcel Trillat). Il faut toutefois noter que la radio s'insère de manière décalée dans la mobilisation : après la marche sur Paris du 23 mars, celle-ci entre dans une phase descendante. LCA va toutefois lui survivre, et, symboliquement, la prolonger au-delà de la défaite, scellée le 24 juillet 1979. Ce décalage chronologique n'est pas sans conséquence sur l'évolution de la radio, tant du point de vue de l'animation (les ouvriers, même syndicalistes, sont retournés travailler) que de celui du contenu.

Cette expérience est souvent présentée comme l'exemple d'un média populaire, en un double sens: un média à destination des classes populaires et donnant la parole aux classes populaires.

Tu montres d'ailleurs que, dans une certaine mesure, LCA est effectivement parvenue à construire un lien étroit avec les classes populaires. Est-ce que tu pourrais préciser la nature et les formes de ce lien ?

Radio Lorraine Cœur d'acier est indéniablement un média populaire, dans le double sens évoqué. C'est justement le double sens qui lui donne sa singularité: le monde ne manque pas de médias à destination des classes populaires. L'aspect le plus surprenant réside dans le fait qu'elles soient partie prenante de la conception, de l'animation, et qu'elles aient la possibilité de se l'approprier. Ce lien intrinsèque est d'abord assuré par le biais syndical, nationalement et localement, mais il prend bien vite une autre ampleur, avec l'intégration dans l'équipe d'animation et dans le cercle des habitués d'individus parfois néo-militants ou dont l'appartenance politique et syndicale n'avait qu'une traduction militante très faible. Une part non négligeable du lien était appuyée sur la conviction que LCA était « leur radio », capable de transcrire et relayer la mobilisation et de décrire fidèlement les conditions de la vie quotidienne. Cette conviction elle-même reposait sur la réalité concrète de l'accès à la parole permis par la radio. Celle-ci

appliquait en effet le principe du direct permanent. Un téléphone était branché dans le studio et qui voulait s'exprimer pouvait le faire à tout moment, modifiant le déroulement de l'émission en cours. Ainsi, la parole n'est pas seulement déléguée à des représentants politiques et syndicaux chargés de porter haut le verbe ouvrier et populaire et les revendications de la mobilisation en cours. Ceux-là animaient et s'exprimaient évidemment, mais ils n'en avaient pas le monopole. Enfin, la conception de la grille des programmes était adaptée à l'appropriation populaire décrite. Peu à peu se sont mis en place des rendez-vous quotidiens ou hebdomadaires, mais il n'y eut jamais de grille fixe et contraignante, et une bonne partie du temps d'antenne est constitué d'échanges improvisés au gré des demandes, des visites dans le studio ou de l'actualité.

Au-delà de cet aspect fluctuant de la programmation, qu'en est-il en termes de contenu: est-ce que LCA se distinguait nettement des radios traditionnelles? Quelles étaient les émissions emblématiques, qui ont construit l'identité de LCA et est-ce que les thématiques liées au monde ouvrier, ou plus largement à l'univers des classes populaires, étaient centrales?

J'évoquais des rendez-vous qui se sont progressivement mis en place. Le premier d'entre eux avait lieu quotidiennement, en matinée. Il s'agissait d'une revue de presse, préparée sur place



par les journalistes et les autres animateurs présents, pendant qu'à l'antenne on diffusait de la musique. Une fois l'émission commencée, les interventions et échanges portaient sur les articles sélectionnés en amont, notamment dans le quotidien régional, *Le Républicain lorrain*. Dans les premières semaines, ces émissions ont un contenu revendiqué de critique des médias, le prétexte initial étant le caractère extrêmement discutable et limité du traitement de la mobilisation en faveur du maintien de la sidérurgie. Les acteurs s'en souviennent ainsi, sans doute avec quelque exagération: ils ont appris à décoder les ressorts manipulateurs utilisés dans les médias, cessant totalement, au passage de regarder la télévision, puisqu'ils avaient enfin « leur média ». Cette dimension de critique des médias s'est progressivement affaiblie, laissant la place à une revue de presse plus classique dans sa forme, tout en demeurant critique, et tenant lieu d'émission éditoriale. La part éducative ne disparaît cependant pas, réactivée notamment en cas de débat interne à la sphère cégéto-communiste. Les journalistes font alors le choix de croiser et confronter les sources, se fondant sur *L'Humanité* mais aussi d'autres quotidiens. C'est notamment le cas en ce qui concerne les atteintes à la démocratie dans les « démocraties populaires », et, surtout, au moment de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS.

Viennent ensuite les rendez-vous hebdomadaires. Les émissions culturelles sont de celles-là, animées par des enseignants (émissions littéraires, historiques), des passionnés animateurs d'une association locale



(émissions de jazz), des étudiants (autres émissions musicales). À première vue, cette part des programmes distingue peu LCA des radios locales qui se sont développées après la libéralisation des ondes, voire même des radios généralistes nationales. Il faut cependant garder à l'esprit que ces émissions animées par des aficionados prenaient une signification commune donnée par les journalistes, qui avaient à cœur de transmettre une « bonne » culture au peuple aliéné par les médias dominants. Cette dimension avait donc directement à voir avec la radio populaire. Cela dit, qu'il s'agisse de la revue de presse ou des émissions culturelles, on est avant tout dans le registre de l'éducation du peuple, et assez peu dans celle d'une valorisation des cultures populaires. L'émission intitulée « La parole aux immigrés » avait également lieu toutes les semaines, le dimanche. Elle avait une spécificité extrêmement rare et précieuse : animée presque exclusivement par des animateurs eux-mêmes immigrés, elle avait partiellement lieu en langue arabe. C'est sans doute la principale « auto-production ouvrière » de la radio. La plupart des syndicalistes investis dans l'animation des émissions étaient originaires d'Afrique du Nord et en général de la première génération. D'autres strates de l'immigration étaient également représentées, notamment l'italienne, mais dans une moindre mesure. Dans une région où les différentes vagues migratoires ont largement contribué à constituer le mouvement ouvrier, cette émission traduisait aussi les difficultés de la CGT à s'implanter dans les couches de l'immigration la plus récente, et ses tentatives pour remédier à ce problème d'implantation. « La parole aux immigrés » était l'occasion de dénoncer les mesures gouvernementales favorisant le retour des immigrés dans leur pays d'origine pour faciliter le démantèlement de la sidérurgie, mais elle permettait aussi d'évoquer les conditions de vie et de travail des Maghrébins, notamment dans les foyers Sonacotra. J'évoquerai une dernière émission régulière (non hebdomadaire celle-là), intitulée « Passé-présent », durant laquelle un individu, souvent militant expérimenté, venait raconter son parcours. Mais, rappelons-le encore, l'essentiel du temps est occupé par des émissions improvisées et des débats impromptus, au gré des visites et de l'actualité. Cette part de souplesse permettait par exemple que trouvent à s'exprimer des femmes, souvent non salariées et néo-militantes, même si cette expression est loin d'être dominante.

Ainsi, il y a bien une spécificité du contenu. C'est d'une part une radio militante, marquée par une forte dimension d'éducation populaire. Elle a en outre permis l'expression des classes populaires dans leur diversité. Il faut noter qu'en revanche les thématiques liées au travail, aux usines, à la sidérurgie prennent une place extrêmement limitée, et ceux qui sont sollicités sur ce terrain le font pour évoquer leur passé plus que leur présent.



Peux-tu être plus précise sur la place prise à la radio par des groupes dominés au sein du monde ouvrier (femmes, travailleurs immigrés) mais aussi revenir sur le rôle des journalistes dans le fonctionnement de LCA ?

Le premier aspect est sans conteste le fait que les groupes dominés aient pris une place tout court. C'est assez rare pour être signalé. Les femmes des classes populaires sont par exemple, en plusieurs occasions, parvenues à imposer un cours singulier aux émissions, surprenant même les journalistes pourtant experts de la gestion des discussions à l'antenne. Une émission a particulièrement marqué les esprits. Portant sur l'hôpital local, elle devait permettre un échange entre médecins, personnel soignant et auditeurs. Elle est devenue un plaidoyer contre les conditions d'accouchement dans cet établissement, décrites par des auditrices au téléphone avec force détails, face à un pouvoir médical désarmé, et des journalistes qui peinent à faire revenir les échanges sur les rails prévus. Pour l'anecdote, on notera d'ailleurs que dans la mémoire collective de la radio, l'émission est associée non à l'accouchement mais à l'avortement, en vertu des représentations dominantes de la maternité ici malmenées... Il est également arrivé que des auditrices remettent en cause le consensus idéologique,

portant un discours favorable à la peine de mort ou contre les « assistés ».

Cela dit, les situations exceptionnelles évoquées ne doivent pas masquer des données plus générales. On peut distinguer trois catégories de femmes, deux d'entre elles appartenant au monde ouvrier : au début de l'aventure, des femmes syndicalistes (pour la plupart salariées du commerce et du textile) sont actives à l'antenne, organisant des débats portant sur « la condition des femmes ». La radio attire également des femmes non salariées, épouses de sidérurgistes, sans expérience militante préalable, et des femmes issues des classes moyennes intellectuelles, étudiantes et enseignantes principalement. Si les deux derniers groupes sont progressivement intégrés dans l'équipe d'animation, les émissions consacrées aux femmes disparaissent avec les syndicalistes. En outre, aux femmes non salariées et néo-militantes échoient pour l'essentiel des tâches d'intendance. Lorsque les tensions s'aggravent, à la fin de l'expérience, elles s'expriment aussi entre les femmes syndicalistes qui ont déserté la radio à la fin de la mobilisation et les femmes non salariées qui, en acceptant une position subalterne à la radio, perturbent l'identité militante des premières. Cela dit, paradoxalement, ce sont les femmes non salariées et néo-militantes chez lesquelles l'aventure radiophonique a provoqué les plus profonds bouleversements, dans un sens émancipateur. On pourrait détailler de même les contradictions qui marquent la place prise par les immigrés maghrébins, pour l'essentiel cantonnés à l'animation de l'émission « La parole aux immigrés ».

Dans ce cadre, les journalistes ont un rôle absolument central. Ils assurent le lien entre les différents groupes et sous-groupes en présence, mais dans le cadre d'une

hégémonie culturelle préexistante qu'ils confirment. Comme transfuges de classe (les deux principaux journalistes sont issus de milieu modeste, non ouvrier, et appartiennent à la première génération qui accède aux études supérieures), ils entretiennent un rapport ambivalent à la culture, se faisant le relais des normes dominantes dans leur volonté de transmettre au monde ouvrier « une bonne culture », tout en valorisant une « culture populaire » assez évanescence, en opposition à une culture de masse sur laquelle ils portent un jugement très négatif, qui s'exprime par exemple lors d'un instant volé qui n'aurait pas dû figurer dans les sources [2] : Marcel Trillat, dont le micro n'a malencontreusement pas été coupé, s'adresse au technicien qui vient de lancer un morceau de Claude François, alors qu'un premier morceau de variété se termine tout juste. Il lui demande d'assumer ses responsabilités en dissuadant les auditeurs lorsqu'ils demandent ce type de musique, parce que ce n'est « que de la merde ».

Les journalistes reconstituent en outre à la radio un groupe de pairs, issus des classes moyennes intellectuelles, qui fonctionne parallèlement à celui des animateurs ouvriers et syndicalistes normalement chargés de la radio. Mais ils sont indispensables : en leur absence, la radio n'aurait pas eu les mêmes dimensions, le même ancrage ni la même durée. Ils sont la condition de l'expérience, même s'ils contribuent aussi à la borner.

Ainsi, la radio constitue une expérience extraordinaire, permettant l'expression d'un monde ouvrier divers, mais elle n'a pas de vertus magiques. Les rapports de domination sont pour certains nommés, condamnés, mais jamais suspendus. Cet aspect est évidemment peu surprenant. Ce qui l'est davantage, c'est le fait que le groupe ouvrier, dans un bassin

mono-industriel largement dominé par le prolétariat sidérurgique du point de vue de sa composition sociale, au sein d'une radio lancée par la CGT et au cœur d'une mobilisation ouvrière, ne soit pas davantage à la manœuvre, ni du point de vue du contenu ni du point de vue de l'animation. C'est dire la force des dominations. C'est dire aussi le rôle des organisations du mouvement ouvrier qui servaient pour ainsi dire de boucliers. Ainsi, la reprise en main de LCA par la CGT en juillet 1980 constitue en un sens une revanche : la CGT agit ici comme un collectif de dominés, qui s'affronte dans le cas d'espèce à des alliés de classe et utilise ses moyens (avec toute la brutalité dont elle est capable) pour rétablir l'équilibre mis à mal par l'expérience.



[1] Ingrid Hayes est auteure notamment de l'article « Les limites d'une médiation militante », *Actes de la recherche en science sociales*, 2013, n° 196-197.

[2] ADSS, 4AV/889, 30/5/79.

BOURDIEU ASSASSIN ?

DANS *Le Canard enchaîné* du 11 février 2015, Jean-Michel Thénard, ex-directeur adjoint de la rédaction de *Libération*, présente le livre de son ancien patron Serge July, *Dictionnaire amoureux du journalisme*. Sans surprise, l'article est élogieux – mais contient surtout un douteux amalgame. Citons :

Son Dictionnaire amoureux du journalisme arrive à point pour rappeler que les fous de Dieu ne sont pas les seuls à avoir les plumitifs dans leur ligne de mire. Mitterrand et Sarkozy les ont traités de « chiens » et les sommités de tout poil, de Chateaubriand à Bourdieu, n'ont eu que mépris depuis trois siècles pour ces écrivains de l'éphémère, sinon blasphématoires, du moins jamais assez respectueux à leur endroit. De là à les tirer comme des lapins...

C'est dire, sans ambiguïté, sans le moindre humour, que les hommes politiques et les intellectuels cités ou évoqués sont, par leurs déclarations et leurs écrits, les équivalents des « fous de Dieu »... et donc les alliés objectifs des auteurs de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Rien de moins. Que signifie cette association surréaliste de Sarkozy, Mitterrand, Chateaubriand et Bourdieu, sinon que les politiques comme les intellectuels devront désormais être plus gentils avec les journalistes s'ils ne veulent pas être accusés d'armer la main des assassins ?

Faudra-t-il mettre des gants pour parler des bêtises de Jean-Michel Thénard et de ses confrères ? Faudra-t-il lui signifier avec douceur qu'il n'y a pas trois siècles mais deux entre Chateaubriand et Bourdieu ? Lui dire avec ménagement que

Chateaubriand, qui fut plusieurs années journaliste, est plutôt connu pour son ardente défense de la liberté de la presse et des journalistes [1] ? Lui expliquer que Pierre Bourdieu a dit et redit qu'il ne critiquait pas « les » journalistes en tant que tels, et les méprisait encore moins, mais dévoilait les contraintes d'un univers qu'il les invitait à combattre [2] ? Si l'accusation de Thénard s'adresse à des intellectuels aussi hostiles aux journalistes que Chateaubriand et Bourdieu, la liste des « sommités de tout poil » doit être longue de la Révolution à nos jours. On l'attend avec curiosité (Hugo ? Zola ? Jaurès ?). Et si Jean-Michel Thénard craint tant le mépris, il devrait s'appliquer à moins le mériter.

[1] Ainsi dans ses *Mémoires d'outre-tombe* : « J'ai aidé à conquérir celle de vos libertés qui les vaut toutes, la liberté de la presse », ou encore cela : « Ainsi les journalistes politiques, à leur naissance, n'ont point été, chez nous, comme partout ailleurs, de simples conteurs de nouvelles. Voilà pourquoi il est si injuste d'oublier leur noble origine, de les insulter d'un ton superbe. » Comme attitude méprisante, il y a pire !

[2] « Je peux souhaiter, mais sans me faire beaucoup d'illusions, que mes analyses ne soient pas reçues comme des "attaques" contre les journalistes [...] Dévoiler les contraintes cachées qui pèsent sur les journalistes et qu'ils font peser à leur tour sur tous les producteurs culturels, ce n'est pas, – est-il besoin de le dire ? – dénoncer des responsables, mettre à l'index des coupables. C'est tenter d'offrir aux uns et aux autres la possibilité de se libérer, par la prise de conscience, de l'emprise de ces mécanismes et proposer peut-être le programme d'une action concertée entre les artistes, les écrivains, les savants et les journalistes » (*Sur la télévision*, Raison d'agir, 1996, p. 8 et 94).

Adhérer
Acheter en ligne
www.acrimed.org

>> **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de

>> **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- Cotisation de base : **30 €** Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants : **10 €**
 Revenus > 2000€ mensuels : **60 €** Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA : **5 €**

>> **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

- Tarif adhérent : **10 €** Tarif normal : **15 €** Tarif de soutien : **20 €** (ou plus...)
 Union européenne et Suisse : **25 €** Reste du monde : **32 €**

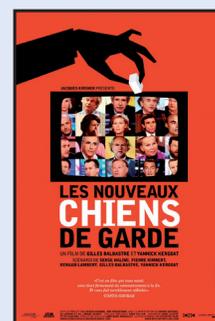
>> **Je commande** (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- Le T-shirt « La télé commande » : **15 €**. Taille : ...
 Le(s) ancien(s) n° de *Médiacritique(s)* : **3 €** le numéro.
 Le(s) livre(s) n° d'Acrimed, aux éditions Syllepse : **7 €** pièce.
 Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone : **12 €**.
 Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde* : **17,90 €**.
 Des autocollants : prix libre (min. **2 €** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros ; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Email :
Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :
Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

MÉDIA(BOU)TIQUE



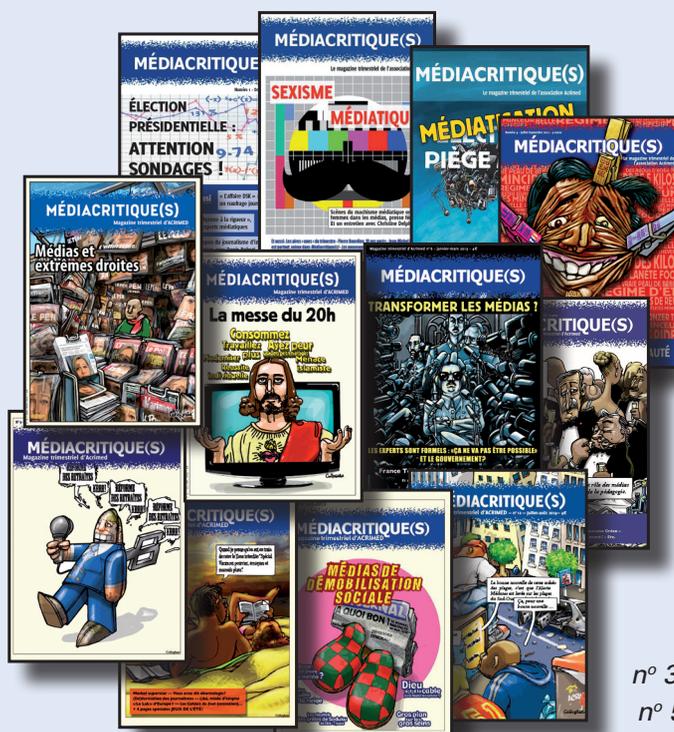
LIVRES D'ACRIMED — 7 €

12 €

DVD — 17,90 €



AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL



T-SHIRT — 15 €

Prérétréci,
90% coton, 10% polyester
5 tailles disponibles:
XXL, XL, L, M, S.



ANCIENS MÉDIACRITIQUE(S) — 3 €

n^{os} 1, 10, 11 et 12: épuisés — n^o 2: Sexisme médiatique
n^o 3: Médiatisation, piège à cons — n^o 4: Amour, sport et beauté
n^o 5: Pédagogies médiatiques — n^o 6: Transformer les médias ?
n^o 7: Médias de démobilisation sociale — n^o 8: Varia + Jeux de l'été
n^o 9: Retraites: 20 ans de propagande — n^o 13: La messe du 20h
n^o 14: Médias et extrêmes droites

PREMIÈRE JOURNÉE DE LA CRITIQUE DES MÉDIAS



Le samedi 31 janvier 2015, à la Java, Acrimed organisait sa première Journée de la critique des médias. Et ce fut une belle Journée : intervenant-e-s brillant-e-s, débats animés, organisation sans accroc, buffet abondant, ambiance sympathique, foule nombreuse et attentive... Un grand merci, donc, à toutes et à tous d'avoir fait de cette première édition un succès, auquel nous essaierons de donner les suites qu'il mérite.

